

# ***l'Anti*capitaliste**

n°573 | 17 juin 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LEUR CRISE**

**INTERDIRE  
LES LICENCIEMENTS**



**PARTAGER  
LE TEMPS DE TRAVAIL**

## **Dossier**

**AÉRONAUTIQUE ET  
AUTOMOBILE: FAIRE FACE  
AUX GRANDES MANŒUVRES  
PATRONALES** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

«Pas une de moins!»  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

C'est tout un monde  
qu'il faut transformer  
Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

**Birmanie/Myanmar. De la  
désobéissance civile à la  
résistance armée: l'avenir?**  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec les camarades  
de la CGT-TUI Page 12



Par AURÉLIE-ANNE

## «Pas une de moins!»

Le 4 mai, Chahinez Boutaa était assassinée par son ex-conjoint, après avoir pourtant signalé à de nombreuses reprises la situation de danger dans laquelle elle se trouvait. Cette affaire avait mené les ministères de l'Intérieur et de la Justice à lancer une enquête dans le but de comprendre les dysfonctionnements ayant conduit à ce féminicide. Leur rapport est sorti cette semaine et préconise six mesures comprenant notamment le déploiement de 3000 téléphones «grand danger» supplémentaires, la création d'un fichier des auteurs de violences conjugales et une plus grande utilisation du bracelet anti-rapprochement.

Le problème, c'est que cela ne s'attaque pas à la question principale : que les victimes, lorsqu'elles signalent des faits de violences, soient crues et entendues. Le rapport Belloubet (2019) démontrait déjà que 41% des homicides conjugaux et tentatives avaient fait l'objet de signalements préalable à la police mais que 80% d'entre eux avaient été classés sans suite. De la même façon en 2018, la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) expliquait que 76% des associations de son réseau constataient des « refus d'enregistrer des plaintes ». La raison ? Les fonctionnaires de police nient les violences conjugales lorsqu'elles sont rapportées et refusent donc de qualifier les faits comme tels. Mais dans l'affaire du meurtrier de Chahinez, si les dysfonctionnements ont été pointés du doigt, cela a surtout été l'occasion pour une certaine partie des médias et des politiques de s'attaquer aux étrangers et aux immigrés. Expliquant que si Chahinez a été assassinée, c'est le fait des « origines » et des « croyances » de son ex-conjoint ou encore du « gouffre culturel » entre la France et l'Algérie en matière de droit des femmes. Marlène Schiappa a même déclaré : « Notre objectif, c'est d'expulser en priorité tous ceux qui ont été condamnés, notamment les personnes radicalisées ou reconnues coupables de violences conjugales, sexistes ou sexuelles ».

L'occasion pour nous de rappeler d'abord que les violences faites aux femmes sont inhérentes au patriarcat et sont présentes partout dans le monde. Qu'elles sont commises par tout type d'hommes. Et que, oui, notre féminisme est antiraciste et internationaliste et que nous nous battons encore et toujours contre ces violences en soutenant les associations féministes et en luttant dans la rue et massivement. Comme les femmes, partout dans le monde, levons-nous et exigeons : « Pas une de moins ! »

## À la Une

## C'est tout un monde qu'il faut transformer

«Surtout ne pensez pas, vivez l'instant!» : ce pourrait être le dernier «mantra» de Macron et de ses ministres, décliné à l'envi par des médias acritiques. La dépolitisation généralisée de toutes les questions est devenue le pilier de la communication et des postures du «Président des riches» pour faire oublier son bilan et noyer ses attaques en préparation.

Macron s'est donc lancé dans un «tour de France des territoires» histoire de «prendre le pouls» de la population. C'est l'occasion d'envoyer des «cartes postales» pour concrétiser le message selon lequel nous ne pouvons que nous réjouir de vivre dans un si «beau pays» et d'avoir un président prêt à se jeter dans un bain de foule quitte à prendre une claque et montrer que «même pas mal» !

## Vous avez dit «crise sanitaire» ?

Une leçon de dissolution de la politique dans le barnum médiatique et l'adaptation aux émissions pensées comme «populaires», avec un Stéphane Bern comme expert ! Mais toujours la constante de ce mépris de classe d'un Macron qui parlait des «salariés illettrés» de Gad ou de «Jojo affublé d'un Gilet jaune», et la liste pourrait être poursuivie longuement. La mise en scène de cette mauvaise comédie a une fonction : convaincre que les gens «normaux» sont celles et ceux qui ne pensent qu'à se réjouir de la «sortie de crise sanitaire», pour profiter de la vie et dépenser leurs économies pour contribuer, en «bons citoyens», à la relance de l'économie.

Exit les bilans, rappeler la gestion désastreuse de l'épidémie et ses 110 000 mortEs, évoquer la crise sanitaire qui est devant nous indépendamment d'une éventuelle 4<sup>e</sup> vague, du fait des retards de prise en charge de nombreuses autres pathologies, de l'épuisement physique et psychiques des femmes et des hommes qui font tourner le système hospitalier laminé par les politiques publiques depuis 20 ans. Politiques qui se poursuivent avec par exemple le



scandale des 350 agentEs de l'AP-HP qui avaient obtenu le concours pour suivre une formation de soins infirmiers que l'AP-HP refuse de financer, ou la suppression de centaines de lits et de postes dans la fusion d'hôpitaux comme Bichat et Beaujon.

## Retour à l'anormal

Oubliés, aussi, les effets psychologiques d'une année et demie d'angoisses, de contraintes sanitaires, administratives et autoritaires, imposées particulièrement violemment aux plus précaires à commencer par la jeunesse, les «sans», sans papiers, sans logement, sans travail... Ce n'est pas lorsque la fin du «quoi qu'il en coûte» est sonnée par le ministre des Finances Le Maire que l'on doit poser la question de politiques de prévention et d'accompagnement des traumatismes en renforçant et en donnant des moyens aux pôles médico-sociaux dans l'éducation, aux associations de terrain au lieu de leur couper les subventions. Alors qu'avec la fin de la trêve des expulsions, qui avait été prolongée pendant la crise sanitaire, ce sont 30 000 familles recensées par la Fondation Abbé Pierre qui

sont menacées d'expulsion, sans compter celles qui vivent dans des squats, et les préfectures ont immédiatement donné le concours de la force pour commencer à exécuter les arrêtés. De même les coupures d'eau et d'énergie pour factures impayées. Le retour à la normale c'est le retour à l'anormal, en pire, et tant pis pour celles et ceux qui ne veulent ni ne peuvent céder aux injonctions à se réjouir.

## Faits divers ou débat politique ?

La politique devient le commentaire des faits divers, sur tous les tons, de la réjouissance béate de la décision d'Axa d'indemniser les restaurateurs assurés contre le risque épidémique, au diapason de la joie de la réouverture sans aucun recul critique (300 millions pour 15 000 restaurants cela revient à 20 000 euros en moyenne, et on peut douter de l'équité de la répartition), à l'indignation répétée après chaque féminicide alors que la lutte contre les violences faites aux femmes était décrétée «Cause nationale» en 2018, mais sans mise en cause du bilan gouvernemental. En passant par les morts des rixes entre bandes et les «attentats» ou tentatives qui font

la «Une» des actualités en continu pour quelques heures, jours... avec comme seules réponses et perspectives la course à l'échalote des annonces sécuritaires. Surtout ne pas poser la question de la réflexion sur les causes sociales au-delà de la responsabilité individuelle, ce serait de l'angélisme utopiste qui désarme. Résultat : on renforce la peur de l'autre, des autres, ce terreau sur lequel surgissent les pires fantasmes et dont les droites extrêmes se nourrissent pour dresser les opprimés et les exploités les unEs contre les autres plutôt que contre le système et les classes sociales qui en profitent.

## S'organiser, construire les solidarités

Il y a urgence à renouer avec la politisation des questions sociales en considérant que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour comprendre, nous organiser et mettre en œuvre nos réponses. Cela commence par faire vivre, sur les lieux de travail, les lieux d'études, dans les quartiers comme dans les villages, des cadres de solidarité pour discuter et agir ensemble, en tissant des relations de confiance pour surmonter les problèmes du quotidien. Continuer en s'organisant dans des cadres associatifs, syndicaux et politiques pour réfléchir et lutter plus globalement, construire un projet de transformation de cette société en crise. Une transformation qui ne pourra pas venir par en haut des institutions et des individus qui prétendent être spécialistes pour les faire fonctionner. Une transformation qui ne pourra se construire que dans l'affrontement avec ces cadres de plus en plus sclérosés, autoritaires et violents, et donc une transformation révolutionnaire.

Cathy Billard

## BIEN DIT

Une fois de plus, le gouvernement veut faire diversion afin de ne pas s'engager frontalement, urgemment, à agir réellement contre les causes du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité.

Tribune de la CONFÉDÉRATION PAYSANNE et d'associations écologistes, lemonde.fr, 14 juin 2021.

## G7 Le taux d'imposition minimal à 15% : une simple gesticulation ?

Les 4 et 5 juin, les pays du G7 ont adopté le principe d'un taux d'imposition minimal des sociétés à 15%. Simple gesticulation ou reflet des contradictions du capitalisme US ?

Sous l'impulsion des États-Unis, les ministres des Finances des pays du G7 (les sept plus importants «vieux» capitalistes, c'est-à-dire sans la Chine, l'Inde et la Russie) ont posé deux principes. D'abord, un taux d'imposition minimal sur les bénéficiaires à 15%. Ensuite, pour essayer de pallier les pratiques des multinationales qui déclarent une large part de leurs bénéfices où cela leur est le plus profitable et non là où elles fabriquent ou vendent, un système de droits d'imposition est

projeté qui permettrait en principe à tous les pays où ces entreprises sont présentes d'avoir droit à des recettes fiscales. Ce qui n'est pas encore fixé, c'est le seuil à partir duquel ces multinationales relèveraient du système ou y échapperaient. La mise en œuvre de ces décisions pourrait, si elle se fait, prendre des années. Elles doivent d'abord être discutées en juillet prochain au sein du G20 (qui inclut notamment la Chine) puis donner lieu à des négociations qui seront longues.

## «Nous avons gagné» ?

Malgré ces incertitudes, à la sortie du G7, les sept ministres se sont félicités d'un «accord historique». Et le ravissement a débordé au-delà : «Nous avons gagné car nous avons fini par faire triompher l'idée d'un impôt mondial», s'est félicité Jean-Luc Mélenchon... En réalité, le seuil de 15% correspond à la fiscalité moyenne payée par les géants US du numérique, qui ont su se faire entendre de l'administration Biden dans les discussions internes aux USA

avant le G7. Il est plus faible que le taux supporté par les PME dans la plupart des pays. Beaucoup d'organisations redoutent déjà que le taux de 15% ne devienne la norme dans tous les pays, obligeant les gouvernements à s'aligner les uns après les autres sur ce chiffre. Il est aussi possible que certaines des grandes entreprises visées se divisent en unités théoriquement indépendantes. Enfin, les marchés boursiers du monde entier ne sont pas émus et semblent penser qu'il est peu probable que les profits des entreprises après impôt changeront beaucoup.

On pourrait donc penser que l'on se trouve pour l'essentiel en face d'une mise en scène visant à donner un semblant de satisfaction au mécontentement des peuples qui en ont assez de payer tandis que les fortunes des dirigeants des grandes entreprises s'envolent.

# Un monde à changer

**LES PAYS RICHES POLLUENT, LES PAYS RICHES TUENT.** « Nos droits brûlent ! » : tel est le titre du rapport publié par Amnesty International à l'occasion du G7 organisé en Cornouailles. En cause ? L'absence totale de politique concrète contre le réchauffement climatique de la part des pays les plus riches du monde. Un chiffre résume à lui seul l'ensemble du problème : les pays du G20 sont responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre. Et Amnesty International d'expliquer : « Les plans climatiques non ambitieux soumis par ces pays représentent une violation des droits humains de milliards de personnes. Il ne s'agit pas de défaillances administratives, mais d'une attaque catastrophique et massive contre les droits humains. »

Les belles paroles des membres du G7 ne font guère illusion, tant elles ne se traduisent par aucun acte concret permettant d'inverser réellement la tendance : « Aucun plan crédible pour supprimer significativement d'ici 2030 la production et l'utilisation de tous les combustibles fossiles n'a été mis en place. Tous les membres du G7 se sont engagés à parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050, mais aucun d'entre eux n'a proposé de stratégie adéquate de réduction des émissions d'ici 2030 – année où les émissions mondiales devront avoir été réduites de moitié afin d'échapper au pire en ce qui concerne la crise climatique. »

Pire encore, non seulement aucune mesure sérieuse n'est prise, mais les pays riches continuent en outre de subventionner massivement le secteur des énergies fossiles, avec entre autres des aides économiques de taille pour faire face aux conséquences de la pandémie, mais sans aucune contrepartie écologique.

*Last but not least*, les pays riches mettent non seulement en danger la vie des milliards d'êtres humains les plus pauvres, mais ils ont la morgue de refuser de venir assister les pays les plus pauvres : « Jusqu'à présent, les trois quarts au moins des financements internationaux pour les questions climatiques n'ont pas été accordés sous la forme de subventions, mais de prêts. Cela signifie que les pays à faible revenu doivent utiliser leurs propres ressources pour couvrir les coûts liés au climat qui leur sont imposés par d'autres, au mépris des obligations en matière d'assistance internationale. »

Le capitalisme pollue, le capitalisme tue, et les inégalités face aux conséquences du réchauffement climatique ne sont pas plus « naturelles » que le réchauffement lui-même. Elles sont la résultante de choix politiques, et il est urgent d'imposer, par nos mobilisations, des mesures allant radicalement à l'inverse de la tendance actuelle, avant qu'il ne soit trop tard.

## JEAN-LUC MÉLENCHON Nul besoin d'inventer des complots pour comprendre le monde

Retour sur des déclarations du candidat de La France insoumise, qui rendent un bien mauvais service à notre camp.

« Vous verrez que dans la dernière semaine de la campagne présidentielle, nous aurons un grave incident ou un meurtre. Cela a été Merah en 2012. Cela a été l'attentat la dernière semaine [avant l'élection de 2017] sur les Champs-Élysées. Avant, on avait eu papy Voise dont plus personne n'a jamais entendu parler après. Tout ça, c'est écrit d'avance. Nous aurons le petit personnage sorti du chapeau. Nous aurons l'événement gravissime qui va une fois de plus permettre de montrer du doigt les musulmans et d'inventer une guerre civile. Voilà, c'est bateau tout ça. » Ainsi s'est exprimé Jean-Luc Mélenchon le dimanche 6 juin lors de l'émission « Questions politiques ».

### Un indigeste mélange

Ce n'est pas parce que cette déclaration de Jean-Luc Mélenchon a été surexploitée par les réactionnaires de tout bord pour tirer à boulets rouges sur le candidat de La France insoumise que nous devons refuser de la commenter, et ce de manière (très !) critique. Car le moins que l'on

puisse dire est qu'avec des propos de cet ordre, Jean-Luc Mélenchon a rendu un bien mauvais service aux idées progressistes et de transformation sociale, tant ils sont confus, pour ne pas dire confusionnistes, et participent de la diffusion d'une vision du monde dans laquelle les forces sociales et matérielles n'ont guère de place.

Jean-Luc Mélenchon a eu l'occasion, depuis cette sortie, de s'expliquer à plusieurs reprises, mais force est de constater qu'il n'a guère convaincu. Car il mélange en réalité deux choses qu'il convient de soigneusement distinguer : l'agenda de ceux qui peuvent profiter d'une période électorale pour commettre des violences et espérer « faire parler » d'eux et/ou de leur cause ; l'opportunisme de ceux qui, en pleine période électorale, exploitent sans vergogne des faits

divers ou des tragédies pour mettre en avant leur agenda politique. Et n'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon et à ceux qui ont entrepris de le défendre inconditionnellement, ses propos sont, au total, un indigeste mélange qui n'a guère à voir avec une analyse matérialiste et progressiste des rapports sociaux.

### « Comprendre le monde pour le transformer »

Mettre sur le même plan les attentats commis par Merah et l'affaire « papy Voise », du nom de ce retraité agressé à Orléans trois jours avant la présidentielle de 2002, est ainsi non seulement indécent, mais totalement vide de sens, que ce soit du point de vue des motivations des acteurs ou de l'exposition médiatique des deux événements. S'il s'agissait « seulement » de dire que certains

instrumentalisent des événements tragiques pour diffuser leur idéologie de haine, alors il fallait le dire. Mais ce n'est pas ce qu'a dit Jean-Luc Mélenchon, et c'est bien là qu'est le problème : dire « c'est écrit d'avance » ou parler du « petit personnage sorti du chapeau », c'est jouer sur un tout autre registre, et cela fait effectivement écho aux rhétoriques complotistes. La confusion majeure réside en ceci que de tels propos donnent à penser que ceux qui exploitent faits divers et tragédies pourraient être soupçonnés de les avoir organisés. Un raisonnement du type « Chercher à qui le crime profite » qui est non seulement parfaitement erroné mais en outre particulièrement dangereux. C'est en effet, par exemple, autour de ce raisonnement qu'a été construit le « documentaire » complotiste *Hold-up*, sorti en novembre 2020, qui confond allégrement, d'une part, l'opportunisme de certains secteurs des classes dominantes, qui tentent de profiter d'une crise sanitaire bien réelle, et, d'autre part, un projet organisé visant à provoquer une crise sanitaire artificielle pour mettre en place un programme tenu secret. Il importe de ne pas désarmer celles et ceux qui croient encore en la possibilité de se battre pour renverser un système injuste et violent : « Comprendre le monde pour le transformer » demeure l'un de nos mots d'ordre, et ce n'est pas en se laissant contaminer par le confusionnisme ambiant, qui sert en réalité les forces réactionnaires, que la gauche sociale et politique pourra contribuer à cette compréhension émancipatrice.

Julien Salingue

### MÉLENCHON ACCUSÉ DE COMPLICITÉ



### Biden a besoin de fonds

C'est largement le cas, mais s'arrêter à ce niveau serait insuffisant. Biden a pour ressort principal le maintien de la place de l'impérialisme US face à une Chine qui se renforce sur tous les plans : économique, technologique et militaire. La nouvelle administration démocrate comprend sans doute plus ou moins que le néolibéralisme des 40 dernières années, même avec plus de protectionnisme et de dépenses militaires à la Trump, ne suffit pas. Il faut des infrastructures avec des ponts qui ne risquent pas de s'effondrer, des programmes scientifiques, etc. Ainsi le Sénat (avec les voix républicaines) vient d'adopter un projet de loi de 250 milliards de dollars en faveur de la recherche. Un peu plus de programmes sociaux serait également nécessaire, en direction des Afro-américains mais aussi des blancs de la base de Trump.

Pour financer tout cela, il faut des fonds et donc au moins mettre fin à la course à la baisse des impôts sur les entreprises et les plus riches. D'où les annonces de hausses des impôts émises par Biden, par ailleurs de plus en plus rognées du fait des Républicains et de la droite des Démocrates.

### « Reconstruire un monde meilleur »

De plus, Biden sent aussi les limites du « America first » si les USA sont seuls. Il veut restaurer un camp occidental sous direction US. Il a donc renoué avec le « multilatéralisme » et s'est lancé dans des concertations sur divers sujets. Au sommet des chefs d'État du G7 (qui s'est tenu les 12 et 13 juin après la réunion des ministres des Finances), les USA ont annoncé une grande initiative sous le label « Reconstruire un monde meilleur », visant à contrer la Chine.



WIKIMEDIA COMMONS

Le projet de taxation minimale sur les multinationales a un caractère largement mystificateur. Mais il constitue aussi un aspect (non central) de la politique de Biden qui voudrait reconstituer un « bloc bourgeois » plus stable à l'intérieur et un bloc occidental à l'extérieur pour renforcer les États-Unis face

au reste du monde. Ce n'est pas gagné. Et il ne faut pas se faire d'illusion sur les objectifs de Biden : Mélenchon a déjà été cité mais la palme revient à Fabien Roussel qui a déclaré qu'il avait « l'impression que Joe Biden a pris sa carte au PCF ». Henri Wilno

## Le chiffre

# 78,8%

C'est, d'après Checknews (Libération), la part d'antenne des invités de droite, d'extrême droite et de LREM dans les matinales d'information du 5 avril au 10 juin. Les organisations classées à gauche (PS, PCF, ÉELV, LFI, Génération.s) se partageant 21,2% de temps d'antenne. Le pluralisme se porte bien...



## Agenda

**Samedi 19 juin, manifestation contre la construction de nouveaux CRA, IDF.** RDV à 15h au terminal 3 de l'aéroport Charles-De-Gaulle, ou à 14h sur le quai du RER B à Gare du Nord.

**Samedi 19 juin, manifestation nationale contre les licenciements, les suppressions de postes, Paris.** À 14h, devant le Medef, 55, av. Bosquet à Paris 7<sup>e</sup>. Lire page 12.

**Mardi 22 juin, CheminotEs-Énergie: manifestation nationale pour un vrai service public, Paris.** À 13h30, place de la République.

**Samedi 26 juin, Marche des fiertés, Paris-IDF.** À 14h, départ de la place de l'Église de Pantin.

**Samedi 3 juillet, manifestation contre l'extrême droite, Perpignan.** À l'occasion du congrès du Rassemblement national. Place de la Catalogne : à 12h, rassemblement et concert des Tata ; à 14h, manifestation ; à 16h, concert des Combo Pacheco.

## NO COMMENT

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel.

Sujet de sciences économiques et sociales pour les candidatEs libres au bac, 7 juin 2021.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## GUYANE

## La gestion coloniale de l'épidémie continue, au profit de LREM

Dans l'ensemble du territoire français, l'état d'urgence a été levé, sauf en Guyane. La question du maintien ou non des élections des 20 et 27 juin prochains a donc été posée, et sa gestion se fait au nom des seuls intérêts de l'État français.

Alors que la Guyane est sous confinement depuis trois semaines, que le couvre-feu, mis en place depuis mars 2020, n'a jamais été supprimé depuis, que les GuyanaisEs sont confinés tous les dimanches depuis plus d'un mois, sous couvert du conseil scientifique de la Collectivité territoriale, le gouvernement français vient de décider de maintenir les élections à la Collectivité territoriale de Guyane (CTG). Elles se tiendront les 20 et 27 juin prochains.

## Une épidémie toujours très présente

Au niveau de l'épidémie, on observe une stabilisation à un niveau très élevé, entre 300 et 450 cas pour 10 000 habitantEs, avec des taux de positivité entre 10 et 20 %, sachant que, depuis 10 jours, il y a une baisse du nombre de tests qui diminue artificiellement le nombre de cas en valeur absolue. D'ailleurs le taux de positivité des tests est plus élevé, preuve que l'épidémie ne recule pas.

Parallèlement, des hôpitaux sont saturés et il y a eu des évacuations sanitaires vers la Martinique ces dernières semaines. Pour officiellement



27 lits destinés au traitement du Covid (normalement il n'y a que 11 lits de réanimation pour tout le territoire en Guyane), il y a actuellement 40 lits occupés, dont 30 par le Covid, ce qui est largement au-dessus des capacités. Cela a même nécessité la venue d'un renfort sanitaire de l'armée.

Le week-end dernier, il y a eu la plus forte mortalité depuis le début de la troisième vague, avec cinq décès en 48 h. Sachant qu'en proportion un décès en Guyane est l'équivalent de 200 décès en France, car la population n'est que de 250 000 à 300 000 habitantEs.

## Pour les intérêts de LREM

Malgré cela, le pouvoir maintient les élections. Car le candidat sortant, Rodolphe Alexandre, soutien de LREM, est en difficulté et qu'il compte sur une abstention importante. Son bilan est nul, il n'a pas de dynamique dans sa campagne face à un candidat soutenu par Guyane insoumise, la branche locale du parti de Mélenchon, qui est député actuellement. Il menace la position d'Alexandre. L'autre candidat, Jean-Paul Ferreira, pour lequel le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) fait campagne avec cinq autres partis de gauche (Parti socialiste Guyanais, Walwari, le parti de Christiane Taubira, les Nouvelles Forces de Guyane et Guyane écologie), est maire d'une petite commune amérindienne du littoral, Awala Yalimapo. Ce n'est pas un professionnel de la politique. Il réalise une campagne très intéressante sur la probité et l'honnêteté en politique et la nécessité de nous diriger nous-mêmes.

Sa campagne perce, ce qui inquiète les autorités. Le maintien des élections semble une absolue nécessité pour le candidat sortant pour s'assurer d'une abstention importante, qui lui permettrait éventuellement de garder sa place. Toutes les élections qu'il a gagnées l'ont été sur fond d'une abstention record, avec à peine 10 % du corps électoral qui a voté pour lui. Il tente à nouveau le même coup. Et probablement parce qu'il sent que c'est le moment ou jamais pour lui de gagner. Cette décision est donc plus politique que sanitaire, on ne voit pas ce qui a pu, dans une logique de santé publique, justifier le maintien des élections. Sachant que les municipales avaient été reportées, l'an dernier, dans des circonstances similaires, et avaient pu se dérouler en octobre dans une période creuse.

**Adrien Guilleau**

## IMMIGRATION La vice-présidente US Kamala Harris met en colère les progressistes

Le président Biden a choisi sa vice-présidente, Kamala Harris, pour s'occuper de la question de l'immigration. Elle a promis de s'attaquer aux causes profondes des migrations en provenance du « Triangle du Nord » (Guatemala, Salvador et Honduras) qui sont la pauvreté et les violences de la région. Mais elle a choqué et mis en colère les progressistes avec son message.

Exprimant au Guatemala, Harris a déclaré : « Je veux être claire avec les gens de cette région qui envisagent de faire ce voyage dangereux jusqu'à la frontière entre les États-Unis et le Mexique : ne venez pas. Ne venez pas. » Ce qui a rendu la déclaration si choquante, c'est qu'elle contredit à la fois le droit étatsunien et le droit international, qui défendent le droit des immigrantEs à venir à la frontière US pour demander l'asile. Et les progressistes trouvent que ce discours ne semble pas plus accueillant pour les immigrantEs que ne l'était le président Donald Trump.

## Critiques de la gauche démocrate

En mai, 180 000 immigrantEs sans papiers sont entrés aux États-Unis, et presque toutes ont été expulsés vers le Mexique, bien que beaucoup d'entre elles et eux soient venus d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie. Environ 4 000 enfants non accompagnés ont dû être acceptés et hébergés dans des établissements surpeuplés. Toutes fuient la pandémie, les gangs criminels et, pour les femmes, la violence domestique.

La députée à la Chambre des représentants Rashida Tlaib a qualifié



WIKIMEDIA COMMONS

l'approche de Harris comme « *Restez là et mourir* ». Alexandria Ocasio-Cortez (AOC – autre élue de la gauche démocrate) a immédiatement répondu à Kamala Harris : « *C'est décevant. Premièrement, demander l'asile à n'importe quelle frontière américaine est une méthode d'arrivée 100 % légale. Deuxièmement, les États-Unis ont passé des décennies à contribuer à des changements de régime et à la déstabilisation en Amérique latine. Nous ne pouvons pas mettre le feu à la maison de quelqu'un et ensuite lui reprocher de s'en être enfui.* »

AOC se réfère, bien sûr, aux interventions politiques et militaires des États-Unis dans les pays d'Amérique centrale pendant la présidence de Ronald Reagan tout au long des années 1980. De véritables guerres ont fait des centaines de milliers de morts et ont finalement amené au

pouvoir des gouvernements de droite au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Après ces affrontements et interventions, les gouvernements de ces pays sont devenus de plus en plus corrompus, tandis que des gangs criminels et violents de trafiquants de drogue font des ravages. Les États-Unis ont fait obstacle aux réformes pouvant améliorer la vie des peuples. Lorsque le peuple hondurien a élu le président progressiste Manuel Zelaya, le président Barack Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont soutenu un coup d'État militaire en 2009 qui l'a renversé.

## 300 millions de dollars d'aide

Harris a choisi de se rendre au Guatemala parce que le président du Honduras est considéré comme lié au trafic de drogue par des procureurs fédéraux américains, tandis que le président du Salvador est un autocrate qui a récemment limogé le procureur général du pays et cinq juges de la Cour suprême. Harris s'est prononcée fermement contre la corruption dans la région, mais son partenaire, le Guatemala, est lui-même en proie à des problèmes similaires. Human Rights Watch rapporte que « *la violence et l'extorsion par de puissantes organisations criminelles restent de graves problèmes au Guatemala* »,

avec des personnalités politiques puissantes assurant l'impunité. « *La violence liée aux gangs est un facteur important qui pousse les gens, y compris les enfants et les jeunes adultes non accompagnés, à quitter le pays.* » Et ce mois-ci, un consortium d'organisations de défense des droits humains a exigé que le Guatemala arrête la criminalisation des militantEs et des fonctionnaires qui défendent les droits humains.

Le plan de Harris pour réduire les migrations en provenance d'Amérique centrale repose sur une implication accrue des États-Unis. Elle a promis 300 millions de dollars d'aide à ces pays, une partie des 4 milliards de dollars promis par Biden au total, 1,4 milliard servant à renforcer la frontière. Elle a également annoncé qu'un groupe de douze sociétés et ONG US et étrangères avait promis d'investir dans la région. Les sociétés sont Mastercard, Microsoft, Chobani, Nespresso, Bancolombia, Davivienda (une autre banque colombienne) et Duolingo, tandis que les ONG sont Acción, Harvard T.H. Chan School of Public Health, Pro Mujer, Tent Partnership for Refugees et le Forum économique mondial. Il y a un mot démodé pour tout cela : impérialisme.

**Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

## G7 CORNOUAILLES Apartheid vaccinal maintenu

Selon l'ONG Oxfam, au rythme actuel, il faudra 60 ans aux pays les plus pauvres pour vacciner suffisamment leur population contre le Covid-19. Seuls 2 % des AfricainEs ont reçu au moins une dose de vaccin, contre plus de 45 % des Français, 61 % des Britanniques et près de 64 % des Étatsuniens.



Le prix de cet apartheid vaccinal ? Plus de 15 000 morts journaliers recensés officiellement dans le monde. Rien qu'en Inde, au pic de la deuxième vague, pendant plusieurs semaines, jusqu'à 4 000 morts chaque jour. Triste bilan qui fait monter le décompte macabre officiel des morts du Covid-19 à 3,8 millions de personnes, deux à trois fois plus en réalité selon l'OMS. Chaque jour qui passe sans que soit levé l'apartheid vaccinal est donc un crime contre les peuples.

Pour l'instant, dans la course de vitesse entre les vaccins et les variants, dont la dynamique à toujours plus contaminer est claire, les vaccins restent globalement très efficaces. Mais pour combien de temps ? Alors il y a urgence à vacciner la population mondiale, toute la population mondiale. Et pour cela il faut augmenter les capacités de production, et donc lever les brevets sur les vaccins, imposer les transferts de technologies, réquisitionner les capacités de production, tourner le dos au nationalisme vaccinal qui fait que les pays riches accaparent à prix d'or les vaccins de Big Pharma, que parfois, comme a été obligé de le reconnaître Macron, les pays pauvres doivent payer plus cher que l'Union européenne ou les USA pour emporter un lot de vaccins, dans ce contexte de pénurie mondiale !

## Les brevets ne sont pas suspendus

Pourtant, lors de la réunion de la commission ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce) de l'OMC des 7 et 8 juin, l'Union européenne,

avec le soutien de la France et de l'Allemagne, a encore bloqué la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud de suspendre les brevets. Ce qui n'a pas empêché Macron, deux jours plus tard, le 10 juin, de déclarer en conférence de presse, des violons dans la voix : « *Nous devons nous engager à l'OMS, à l'OMC pour garantir que la propriété intellectuelle ne sera jamais un obstacle aux vaccins [...]. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre sur la table avec l'Afrique du Sud, une proposition permettant de mettre en place une dérogation limitée dans le temps et dans l'espace de cette propriété intellectuelle* ». Proposition envoyée dès le lendemain. Car au G7 en Cornouailles, les sages du monde

ont surtout promis de donner un milliard de doses de vaccins aux pays pauvres. Problème, il n'y a pas vraiment de calendrier. Et ce qui filtre est inquiétant. Biden a promis 200 millions de doses en 2021 et 300 millions d'ici à juin 2022. La France, elle, a prévu d'envoyer 30 millions de doses d'ici à la fin de l'année. Et essentiellement de l'Astra Zeneca, boudé par la population française et surtout très peu efficace contre le variant beta qui a émergé en Afrique du Sud. Ce pays avait d'ailleurs cessé sa vaccination avec de l'Astra Zeneca suite à l'étude de l'université du Witwatersrand de Johannesburg, qui montrait une efficacité de seulement 22 % du vaccin contre ce variant...

## Pour un accès effectif immédiat, gratuit et universel

Bien trop long, bien trop tard, bien trop de morts. Qui oserait se vanter devant l'opinion des pays riches d'un tel calendrier pour son propre peuple ! Et ce que les peuples du monde demandent, ce n'est pas la charité des pays riches, ce n'est pas d'avoir les vaccins boudés par les pays riches, ce n'est pas un calendrier qui dépend du bon vouloir des maîtres du monde, avec des effets d'annonce qui ne sont que trop connus. L'exigence, c'est de produire eux-mêmes les vaccins dont ils ont besoin. Inde, Afrique du Sud, Brésil, Thaïlande ont des capacités de production. Aux activistes du monde entier d'imposer aux maîtres du monde la levée des brevets de Big Pharma pour que partout, ils puissent être produits à bas prix, pour un accès effectif immédiat, gratuit et universel aux vaccins biens communs de l'humanité. Au discours insupportable de Seth Berkley, directeur du Gavi qui pilote le dispositif Covax, qui ose se féliciter que la levée de fonds du 2 juin permettra de « *protéger près de 30 % de la population des pays à faible revenu d'ici au début de... 2022* », opposons notre solidarité pour lever les brevets. Prochaine échéance, le 17 juin, à la réunion informelle du conseil des ADPIC de l'OMC.

**Frank Prouhet**

# BIRMANIE/MYANMAR De la désobéissance civile à la résistance armée : l'avenir ?

En février dernier, la junte aurait pu être défaits si les sanctions internationales avaient été radicales et si la solidarité envers le Comité de désobéissance civile (CDM) avait été à la hauteur. Cela n'ayant pas été le cas, l'armée a eu le temps de reprendre l'initiative, engageant une guerre à outrance contre la population d'autant plus meurtrière que la Chine et la Russie lui fournissent aviation, tanks ou artillerie et que des firmes occidentales lui vendent des dispositifs de surveillance électronique dernier cri. En conséquence, la résistance populaire se poursuit dans des conditions extrêmement difficiles. Le mouvement de désobéissance civile est entré en clandestinité et des formes d'autodéfense se diffusent dans l'ensemble du pays et pas seulement dans des régions périphériques peuplées de minorités ethniques.

La grève et la résistance passive restent un mode de lutte important et la junte a dû reconnaître que le « retour à la normale » n'était pas achevé. L'année scolaire 2021-2022 a commencé le 1<sup>er</sup> juin, mais l'armée n'arrive pas à imposer dans les faits la réouverture des écoles, fermées un an pour cause de Covid-19. Les soignantEs continuent dans une large mesure à refuser de travailler sous ses ordres. Le personnel qualifié en opération dans les banques ou l'administration reste insuffisant. La junte riposte par des évictions des logements de fonction, des arrestations et condamnations pour collaboration avec le Gouvernement d'Unité nationale (GUN).

*Au lendemain du putsch militaire du 1<sup>er</sup> février, un immense mouvement de désobéissance civile a empêché la junte d'assurer son contrôle sur le pays. Face à une répression meurtrière, de nouvelles formes d'autodéfense populaire se généralisent, la résistance s'inscrivant dorénavant dans la longue durée. Une Birmanie nouvelle peut-elle naître de l'épreuve ?*



WIKIMEDIA COMMONS

## Le Gouvernement d'Unité nationale

Le GUN incarne, dans la clandestinité et l'exil, la continuité du pouvoir civil légal. Il a toujours comme « conseillère spéciale » Aung San Suu Kyi, aujourd'hui en détention et en procès pour haute trahison, totalement isolée du monde. Le GUN s'émancipe néanmoins, pour le meilleur, de l'orientation traditionnelle de la Ligue nationale pour la démocratie (LND, dont Suu Kyi était la dirigeante) et qui était marquée au sceau de l'ethnonationalisme bamar (nom de l'ethnie majoritaire en Birmanie). Sa composition est pluriethnique. Il a reconnu la gravité des torts faits à la population musulmane Rohingya, victime de génocide dans l'État d'Arakan (un

sujet jusqu'alors tabou). Il propose l'instauration d'un véritable fédéralisme et l'adoption d'une nouvelle loi sur la citoyenneté (relevant à la fois du droit du sol et du droit du sang), ce qui devrait contribuer à dépasser la division figée, née de l'ère coloniale, entre Bamars dans les plaines et minorités ethniques de la périphérie.

## La résistance armée

L'opposition populaire au putsch militaire s'est manifestée dans l'ensemble du pays, mais la réponse des parlements, partis et armées constitués dans les États ethniques a été souvent, dans les faits, prudente et attentiste. Une constellation d'organisations est apparue dans nombre de ces États, certaines négociant avec la junte

un cessez-le-feu, d'autres la combattant. Cet entre-deux (combat et négociation) est en quelque sorte de tradition depuis l'indépendance. La Chine use de son influence en faveur de la junte qui, pour sa part, n'hésite pas à provoquer, à coups de bombardements, des déplacements massifs de population.

Le fait nouveau est la constitution de la Force de défense populaire (PDF, rattachée au GUN) et la diffusion dans les plaines de diverses formes de résistance armée. Des transfuges de la police ou de l'armée et d'anciens gradés lui apportent leur savoir-faire, mais dans nombre de cas, des groupes locaux entrent en action avec des moyens de fortune. Ils ont alors souvent pour cible les informateurs au service de la junte ou des administrateurs venus remplacer les autorités locales d'opposition – ils menacent aussi les familles des soldats.

Des employéEs de Total voudraient faire grève pour protester contre le soutien assuré par le géant pétrolier à l'ordre militaire, mais craignent le licenciement sec s'ils ne sont pas défendus par la « communauté internationale ». De même, le Gouvernement d'Unité nationale exige d'être officiellement reconnu en lieu et place de la junte. La responsabilité de la présidence française est ici directement engagée.

Pierre Rousset

## ISRAËL

# Un gouvernement de circonstance qui ne va nulle part

*La nouvelle coalition israélienne a mis fin au long mandat de Benjamin Netanyahu, qui, après 12 longues années, est enfin un ancien Premier ministre.*

Il a été particulièrement amusant de voir Netanyahu se la jouer Donald Trump : des allégations de fraude électorale organisée par une conspiration de terroristes de gauche, des messages subliminaux envoyés à sa base et un discours d'adieu final, furieux et paranoïaque, liant l'holocauste juif à la politique étatsunienne vis-à-vis de l'Iran.

Mais c'est le seul point positif de la mise en place d'une nouvelle coalition qui sera initialement dirigée par Naftali Bennett, un homme qui se vante de « tuer des Arabes », veut annexer de larges pans de la Cisjordanie et ne soutient ni la souveraineté des Palestiniens ni l'égalité des droits.

« Je m'oppose fermement à ce que l'on donne ne serait-ce qu'un pouce de terre aux Arabes », a ainsi déclaré Bennett en 2020.

Bennett est l'un des membres d'une coalition peu structurée qui va de la Liste arabe unie et du Meretz à Yesh Atid de Yair Lapid, en passant par Yisrael Beiteinu d'Avigdor Liberman. Il s'agit d'un groupe de huit partis qui détient une majorité d'un seul siège au parlement israélien, qui a été confirmé par 60-59 voix et une abstention au Parlement israélien dimanche [13 juin]. C'est une constellation de partis qui ne sont d'accord que sur une seule chose, évincer Netanyahu. Et il est presque certain qu'elle tombera au premier ou au deuxième obstacle important.

## Peu de changements à prévoir

Bien qu'il y ait un nouveau Premier ministre, le ministre de la Défense reste le même – Benny Gantz, qui n'espère plus être Premier ministre : l'armée israélienne agira avec la brutalité qu'elle a toujours eue. Reste à savoir si la Liste arabe unie peut rester dans une coalition qui tue des enfants à Gaza.

Mansour Abbas – le premier chef d'un parti représentant la minorité palestinienne à faire partie d'un gouvernement israélien – sera-t-il capable d'empêcher cela ? Non.

Donc, en ce qui concerne la politique relative aux Palestiniens en territoire occupé, il n'y aura pas de changement significatif.

Il n'y aura pas non plus de changement dans la politique internationale, à en juger par les nombreuses déclarations de bienvenue provenant du monde entier. Le soulagement est audible dans certaines de ces déclarations. C'est presque comme si Netanyahu avait mis dans l'embarras tous ces politiciens occidentaux bien élevés, non seulement en ne tenant pas compte des quelques protestations et de l'agitation des Européens et des USA, mais en leur donnant à plusieurs reprises des leçons de « bon comportement ».

## Un gouvernement de circonstance

Les politiciens internationaux se sentent peut-être plus à l'aise avec Bennett, mais il n'offre aucun espoir aux Palestiniens, où qu'ils soient. Si les tentatives visant à garantir un budget plus important pour la population palestinienne d'Israël sont certainement les bienvenues, aucune proposition similaire n'a été faite pour réformer un système juridique discriminatoire qui est à l'origine du mécontentement des Palestiniens à l'intérieur du pays.

Concernant les territoires occupés, Bennett est aussi dur, sinon plus, que Netanyahu, et il a été un fervent défenseur de l'annexion unilatérale de pans entiers de terres en Cisjordanie. Il est bien sûr limité par une coalition qui devra presque certainement éviter toute décision difficile sur la question palestinienne si elle veut survivre.

Mais cela va dans les deux sens, et à ces politiciens et « experts du Moyen-Orient » qui pensent que le moment est venu de relancer une sorte de processus de paix sans issue, la réponse est clairement : cela n'arrivera pas.

Tant que les pays occidentaux continueront de laisser faire Israël, le protégé des sanctions et de toute autre conséquence de son oppression de la population autochtone du pays, aucun gouvernement israélien ne fera de progrès significatif où que ce soit. Et certainement pas celui-ci, qui n'est qu'un gouvernement de circonstance et un pis-aller.

Omar Karmi, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur [mondoweiss.net](http://mondoweiss.net)

# COLOMBIE Une révolte face à des choix

*La révolte colombienne entame son deuxième mois malgré la répression, les obstacles politiques et le silence de la presse. Tout est bousculé : les agendas politiques et même la compétition de football de la Copa America !*

Initiée le 28 avril dernier, cette contestation profonde donne une forme inédite au réveil social qui s'est produit en 2019. La révolte contre la politique d'austérité du gouvernement Duque s'est transformée en une remise en cause du régime dans son ensemble. Les manifestations massives du 9 juin ont prouvé sa vitalité.

Malgré la violente répression, le « narco-pouvoir », comme le nomment les Colombiens, même s'il n'a pas joué ses dernières cartes, ne peut plus assurer sa continuité sans envisager une remise en cause profonde du régime issu des accords de paix de 2016, suite auxquels la principale guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) a été démilitarisée, et les escadrons de la mort intégrés à la vie civile. La jeunesse pauvre, les Ni-Ni, qui ne travaillent pas et n'étudient pas, la jeunesse étudiante, les minorités indiennes et afro-colombiennes, les oppositions syndicales et d'autres secteurs populaires défient le pouvoir dans la rue et s'organisent. Avec 42% des habitantEs sous le seuil de pauvreté, la situation sociale est explosive.

## Une révolte profonde

Le mouvement prend des formes particulières selon les régions,

mais il possède des caractéristiques communes. Ce n'est pas une grève générale, ou même nationale, mais une série de blocages et d'occupations qui bougent selon les rapports de forces avec l'État. D'après une enquête patronale menée auprès de 13 000 entreprises, 22% ont dû cesser leur activité et 53% tournent à mi-régime. La répression violente n'entame pas la détermination, mais imprime des actions indirectes de protection des quartiers et des manifestations, d'organisation sociale (cantines populaires, services médicaux gérés par la population), mise en avant de réseaux alternatifs d'information et d'assemblées. L'autre trait commun tient aux aspirations à la coordination des expériences donnant lieu à des rencontres et des échanges militants dans un pays traumatisé par des décennies de guerre civile. Notamment à Cali, ville de deux millions d'habitants avec de grosses concentrations ouvrières, paysannerie très combative dans l'arrière-pays et des structures de luttes indiennes très organisées, qui détiennent un important crédit politique. Enfin, et c'est la nouveauté majeure : des secteurs du mouvement ouvrier interviennent, de façon encore minoritaire, en dehors des structures syndicales legalistes, donnant corps à une



DR

opposition sans concession avec le régime. Ainsi à Cartagena, où l'on a vu des travailleurs du pétrole et d'usines de pipelines s'associer avec des collectifs de quartiers pour bloquer la zone industrielle. À Medellin, les quartiers pauvres tentent avec des syndicalistes d'organiser l'autodéfense.

## Problèmes d'orientation

Le gouvernement Duque (et avec lui Uribe l'ancien président qui dirige tout en sous-main) est largement détesté. Mais alors par quoi le remplacer ? Le Comité national de grève (CNP) qui regroupe les principales centrales syndicales négocie depuis 2019, mais n'a pas réussi à imposer des négociations : les pourparlers du 7 mai n'ont pas

abouti à la moindre avancée. Pourtant les revendications de cette coalition ne sont guère radicales : elles comprennent des avancées sociales et une transition pacifique vers une voie électorale responsable. Bien des forces, comme les prétendus écologistes (qui abusent du nom de Verdes) et qui dirigent déjà de grandes villes comme Bogota, se proposent pour assurer l'alternance. Face à ce CNP, les forces regroupées autour de l'Assemblée nationale populaire (ANP), plus déterminées et encore minoritaires, posent une perspective sans compromis exigeant le départ préalable du gouvernement.

Cette assemblée regroupe des forces certes hétérogènes, mais ce sont elles qui font la dynamique du mouvement. Et surtout celles qui ont le plus grand prestige parmi les milieux populaires révoltés : les collectifs indiens de résistance et la Primera línea qui assure la protection des manifestantEs. Les premières rencontres ont surtout posé l'idée d'une coordination des structures de lutte pour changer de société, loin du calendrier et des calculs électoraux. Une perspective confortée par la forte mobilisation du 9 juin, et que scrutent toutes les militantEs, d'Amérique latine et d'ailleurs.

Tristan Katz

**D**ans le monde macronien du « en même temps », la pandémie et ses conséquences économiques fournissent opportunité et prétexte à l'amplification des mesures antisociales et répressives. À quelques jours de la mise en œuvre d'une réforme de l'assurance chômage particulièrement inégalitaire que seule la décision en attente du Conseil d'État semble pouvoir à minima retarder, les attaques sur l'emploi, les conditions de travail se multiplient. Deux secteurs sont particulièrement visés par les projets patronaux de restructuration : l'automobile et l'aéronautique. Deux secteurs clefs pour les transports et déplacements, industriels et personnels, pour lesquels les conséquences de la pandémie pourraient laisser penser que se trouvait l'occasion de changements profonds autour des questions de transports collectifs, d'organisation des territoires, réduisant drastiquement les obligations de déplacements et de transports. En fait le monde d'après que met en œuvre le gouvernement risque de ressembler au monde d'avant, en pire, si les mobilisations ne se développent pas.

Des mobilisations qui doivent s'organiser autour de l'interdiction des licenciements, de la réduction massive du temps de travail, pour des emplois qualifiés pour tous et toutes, loin de l'univers robotisé et informatisé que nous promettent les patrons et leurs actionnaires. Des revendications qui passent par la construction d'un vrai service de transport sécurisé, écologique et humaniste libéré des diktats du profit par l'expropriation et la gestion par les salariéEs et les usagerEs et renvoient à une confrontation politique globale. Des résistances existent, plombées par des décennies de reculs sociaux et des orientations d'organisations syndicales complices, timorées ou tournées vers de impasses. Cet état des lieux dans deux secteurs devra s'enrichir de ceux d'autres secteurs, notamment à l'occasion des prochaines mobilisations.

Dossier coordonné par Robert Pelletier



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



## AÉRONAUTIQUE ET AUTOMOBILE : FAIRE FACE AUX GRANDES MANŒUVRES PATRONALES

### AÉRONAUTIQUE: LA CASSE SOCIALE EN COURS

**L**a pandémie de Covid-19 a eu comme effet collatéral la forte diminution des vols commerciaux. Même si les vols intercontinentaux subissent vraiment une baisse de trafic depuis mars 2020, ce n'est pas le cas des vols moyen-courrier, qui ont repris très vite, surtout aux États-Unis et en Chine. D'ailleurs, Airbus voit très peu de commandes annulées, et le carnet de commandes est plein pour presque 10 ans. Cette situation a été utilisée comme prétexte par toute la chaîne d'entreprises du secteur, fournisseurs, sous-traitants de services en ingénierie, constructeurs d'avions.

#### Hécatombe chez les fournisseurs et sous-traitants

Dès l'été 2020, on a vu les premiers PSE (plans de sauvegarde de l'emploi) et APC (accords de performance collective) arriver chez les fournisseurs et les sous-traitants en ingénierie. Le cas le plus emblématique était la société de services Derichebourg, dont les salariéEs ont subi un APC très lourd, avec des réductions de salaire d'environ 600 euros. Les 160 salariéEs qui ont refusé de signer leur nouveau contrat ont été licenciés sans ménagement. Les travailleurEs sous-traitantEs en ingénierie ont particulièrement souffert, parce qu'Airbus a arrêté de nombreux contrats du jour au lendemain. Chez AKKA, les salariéEs se battent contre un PSE agressif avec 308 suppressions d'emplois sur 1024 salariéEs. Quant à ALTEN Technologies, le patron ne passe même pas par la voie légale du PSE pour licencier massivement : 205 emplois sur 2100 ont été supprimés en un an pour des motifs autres qu'économiques. Chez les fournisseurs, on compte des PSE chez Cauquil, SIMRA, T-Système, une fermeture de site à Latélec et d'autres, dont

La crise provoquée dans le secteur de l'aviation par la pandémie de Covid-19 a été une occasion « dorée » pour permettre au patronat de restructurer les entreprises, casser des conquits sociaux et répandre chômage et mauvaises conditions de travail. Le tout soutenu par un flot d'argent public : huit milliards d'euros annoncés par le ministre de l'Économie en juin 2020.



DR

on n'entend pas parler, si cela se passe dans des boîtes sans équipes syndicales.

La direction d'Airbus, en plus de la casse sociale qu'elle a induite chez les fournisseurs et les sous-traitants, a montré les dents à ses propres salariéEs. 5000 suppressions de postes étaient prévues en France à l'été 2020. Ce chiffre a été revu à la baisse, en raison des aides de l'État à la recherche et de l'APLD (activité partielle longue durée). Les syndicats majoritaires, FO, CFE-CGC et CFTC, ont signé l'accord du PSE et de l'APLD. Les conditions du PSE étaient suffisamment intéressantes pour provoquer des départs massifs de salariéEs proches de la retraite et d'autres, qui avaient envie de quitter l'entreprise, ce qui a permis qu'il n'y ait pas de licenciements secs. Ceux et celles qui restent, vont devoir faire le même travail avec moins d'effectifs. L'effet de cette situation pourrait s'avérer explosif dans l'avenir proche. Les dispositions de l'APC sont rentrées dans l'accord APLD :

la journée de solidarité sera désormais travaillée, et plusieurs primes liées à la production ont été intégrées au salaire, mais au rabais. L'horaire variable a été interdit. Les travailleurEs du Pôle peinture se sont mobiliséEs face à tous ces reculs sociaux.

#### Restructurations chez Airbus

La direction d'Airbus a aussi lancé le projet de restructuration du secteur des aérostructures, qui sont en partie le métier de Stélia, filiale d'Airbus, et des usines Airbus Nantes et Saint-Nazaire. Le lien de cette nouvelle société avec Airbus n'est toujours pas clair. Le risque pour les salariéEs concernéEs sera de se retrouver constamment sous pression, par rapport à la comparaison de « compétitivité » avec Spirit, créée par Boeing dans une optique similaire, mais complètement autonomisée depuis longtemps. Rappelons aussi que Stélia a déplacé une bonne partie de son activité dans des « pays à bas coût », c'est-à-dire des pays où

les salariéEs sont sur-exploitéEs. Ils externalisent aussi avec des usines de montage : en Chine, aux États-Unis, au Canada avec le rachat des installations de Bombardier pour la production de l'A220.

FO, syndicat majoritaire dans plusieurs boîtes de production et à Airbus, et la CFE-CGC, dans les boîtes d'ingénierie, ont l'habitude de plusieurs années de gestion paternaliste, et ont appris à composer avec le patron et à « revendre » les accords qu'ils ont signés aux salariéEs. Ce modèle marchait tant bien que mal pendant les périodes de vaches grasses et de situation économique dynamique dans le Sud-Ouest, mais là, il devient un sérieux obstacle à la résistance à cette casse sociale.

Malgré cela, dans plusieurs boîtes, des luttes émergent et deviennent emblématiques, comme à Derichebourg, mais aucune n'a gagné pour l'instant. Des équipes syndicales combattives font ce qu'elles peuvent. La CGT est le seul syndicat s'opposant à la politique patronale implanté dans plusieurs entreprises de l'aéronautique. Avec la Coordination CGT Airbus et sous-traitants, les équipes CGT coordonnent les actions dans les sociétés d'ingénierie, et l'USTM31 chez les fournisseurs. Par contre, la faible implantation de la CGT et la difficulté générale, qui affecte le mouvement ouvrier dans sa totalité, avec la toute-puissance des FO/CFE-CGC, empêche l'émergence d'une riposte d'ensemble, seule à même à contrer les desseins patronaux.

Correspondant

# EMPLOIS ET AÉRONAUTIQUE

Dès que la pandémie sera endiguée, les capitalistes veulent que les affaires reprennent, comme avant voire mieux pour ceux qui sortiront mieux armés de la crise.

La croissance du transport aérien avant le covid était de 5% par an. Airbus vient de demander à ses sous-traitants d'augmenter de 18% leurs capacités de production. Au-delà des avions commerciaux, n'oublions pas les hélicoptères et le secteur des drones en pleine expansion, sans oublier l'aviation militaire (Rafale et Airbus A400 transporteurs de troupes et matériel) ni l'aviation privée, secteur en pleine croissance.

Les ultra riches ne s'embêtent plus à faire la queue avec les gueux, ni subir d'humiliants contrôles. Ils ont leurs aéroports, comme le Bourget réservé à l'aviation dite d'affaires, où leur chauffeur privé vient les déposer et les prendre au pied de l'avion, et ils voyagent sans port du masque. L'aviation d'affaires a retrouvé, dès l'été 2020, le niveau d'avant covid.

## Un avenir assuré

Dans la partie aviation commerciale, la stratégie patronale est de compter sur la mise en place d'un passeport vaccinal, relancer la croissance du transport aérien et alimenter le tourisme mondial, transport rapide de marchandises lié à la commande par internet. Et relancer aussi les voyages commerciaux dont une partie a toujours partie liée avec des secrets d'affaires ou des pratiques de corruption, et donc ne peut pas passer par des vidéoconférences potentiellement surveillées. Si les voyages restent encore limités, le chômage partiel permet d'attendre des jours meilleurs, et même de faire travailler plus ceux qui sont en activité. L'APLD (activité partielle de longue durée) permet de faire travailler sur les 3 ans à venir les salariés de façon partielle. Entre deux vagues Covid, on peut, par



PHOTO THÈME ROUGE / JMB

période de 6 mois, les faire venir quand on veut sur la durée qu'on veut : un rêve de patrons, pas de délai de prévenance et les heures manquantes sont payées par le chômage.

Pourquoi y a-t-il eu des plans de suppression d'emplois ? Parce que les patrons veulent faire évoluer, transformer l'emploi, pour augmenter la part de plus-value dans la richesse produite.

## Baisser les salaires

On fait partir les anciens qui coûtent cher, et on embauche des jeunes avec des salaires plus faibles, avec une partie qui travaille quasi gratuitement avec les contrats d'apprentissage qui vont jusqu'à bac + 5 et ne débouchent pas toujours sur une embauche. Dans les sociétés de sous-traitance aéroportuaires, beaucoup d'emplois (bagagiste, activités de guidage au sol, embarquement des passagers) sont effectués par des salariés peu qualifiés, et souvent fatigués après des années de travail, souvent accidentogènes et pénibles, avec aussi des horaires décalés, 7 jours sur 7, qui attaquent la santé.

On impose des contrats plus précaires, parfois à durée déterminée. On utilise l'intérim qui a été bien pratique pour remercier plusieurs milliers de salariés sans indemnités au début de la pandémie de covid.

On augmente le temps de travail : des accords dits de performance sont proposés, signés à Air France par exemple, qui suppriment trois jours de congés annuels. Les mesures covid permettent aussi de reporter la coupure repas en fin de vacation et de gagner de la productivité. À l'aéroport de Paris, un préavis de grève du 1<sup>er</sup> au 4 juillet est déposé contre un plan d'augmentation du temps de travail et de baisse des salaires.

## Réorganiser le travail

Les capitalistes veulent imposer de nouvelles organisations du travail, basées sur les outils informatiques. Les emplois de petite maîtrise sont supprimés, au technicien de s'organiser avec son nouvel outil : une tablette reliée par Wifi, sur laquelle le travail va lui être communiqué, à lui de se débrouiller pour commander les pièces et ingrédients, suivre les instructions et cliquer dès que son travail sera fini pour s'en voir attribuer un autre. À l'atelier réacteurs d'Orly des équipes commencent à travailler sans chef. En autogestion comme ils disent, sauf que les objectifs et rythmes de production sont définis par ailleurs. Évidemment l'écologie reste un gadget pour nos patrons. Les mesures d'interdiction des vols pour des trajets de moins de deux heures par le train ont surtout servi les intérêts d'Air France qui veut regrouper toutes ses activités à Roissy, et laisser les créneaux libérés à Orly à sa filiale low cost Transavia pour développer le trafic court et moyen courrier, Europe et Méditerranée.

Si on peut imaginer dans l'avenir une société plus écologique où le transport aérien sera limité, la question demeure la bataille pour la création de milliers d'emplois dans l'aéronautique, emplois bénéficiant du même statut et de vraies protections sociales.

Jet Aelys

# HARO SUR L'EMPLOI DANS L'AUTOMOBILE

Les annonces de suppressions d'emplois se sont multipliées en ce printemps dans l'automobile, dans le prolongement de la chute des effectifs salariés depuis plus de 20 ans. Elle accompagne la baisse de la production en France alors que, sur la même période, les ventes ont tendance à rester stables et que le nombre des véhicules en circulation ne cesse d'augmenter. La France et l'Italie sont les deux seuls pays industrialisés où des telles chutes de la production et des effectifs sont observés.

Baisse de la production et chute des effectifs tiennent d'abord à la politique des firmes Renault et PSA devenues Stellantis, visant à réorganiser leur appareil de production dans l'ensemble d'un continent européen élargi au Maroc et à la Turquie. Cela a été d'abord le choix de Renault sous la houlette de Carlos Ghosn, PSA rattrapant son concurrent en terme d'internationalisation de la production. En 20 ans les effectifs salariés de PSA et Renault ont été réduits de moitié, passant de 200 000 à moins de 100 000.

## Suppressions d'emplois chez Renault et PSA

Chez Renault, un plan de suppression de 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France, est en cours d'application. La fermeture de l'usine de Choisy a été actée. La Fonderie de Bretagne, filiale de Renault, est mise en vente, ce qui suscite une grève tenant depuis plusieurs semaines. L'usine de Flins, qui occupe encore 2 500 ouvriers affectés à la fabrication de la voiture électrique Zoé, est sous une pression accrue depuis l'annonce d'une nouvelle entité Electricity rassemblant 6 000 emplois en activité sur trois sites Renault du Nord.

Les suppressions de 4 600 emplois visent maintenant l'ingénierie dans les trois sites de Guyancourt, Lardy et Aubevoye. Des ripostes s'organisent, dépassant le cadre de chaque établissement, pour œuvrer dans la pratique à une première convergence des luttes.



DR

Des rassemblements de plusieurs centaines de salariéEs se sont ainsi tenus devant plusieurs de ces sites. C'est un chemin à suivre. Parmi les sous-traitants, c'est tout le secteur des fonderies qui est en cours de liquidation : restructurations avec des faillites qui se multiplient, l'attente hypothétique de repreneurs comme à la SAM de Decazeville ou les fonderies MBF à Saint-Claude dans le Jura.

PSA pouvait apparaître dans ces toutes dernières années moins brutal que Renault, comme si la fermeture de l'usine d'Aulnay avait permis en son temps la purge nécessaire. La récente fusion avec Fiat change la donne et l'une des premières mesures post-fusion est le déplacement en Hongrie de la fabrication d'un moteur jusqu'ici réalisée à Douvrin.

## Des résistances

La liste des suppressions d'emplois s'allonge tant chez les firmes automobiles que chez leurs sous-traitants dans un

contexte où il n'y aura pas de reprise de l'activité.

Ces dernières années ont vu une longue dégradation du rapport des forces. Tout se passe comme si les directions syndicales avaient pris leur parti de cette situation. Cela est vrai pour les syndicats qui se sont adaptés à la crise et aux diktats patronaux. Cela est aussi le cas, sous des formes différentes, de la fédération de la métallurgie CGT qui ne propose que des semblants de convergence et reprend depuis plusieurs années les mêmes thèmes sans portée mobilisatrice d'une nouvelle politique industrielle censée répondre aux revendications. Soyons lucides : la grève à la Fonderie de Bretagne de Caudan comme le mouvement en cours parmi l'ingénierie Renault ne gagneront pas à tout coup. Il n'est de pire défaite que celles qui interviennent sans lutter. En ce sens la solidarité avec les secteurs aujourd'hui en lutte dans l'automobile est l'affaire de toutes et tous.

Jean-Claude Vessillier

# VOITURE « PROPRE » : MENSONGES ET EFFET D'AUBAINE

Dans l'industrie automobile, la fin possible, à l'échelle d'une génération, du moteur thermique (essence, diesel) constitue un vrai changement. Toute la production et l'usage de voitures sont concernés. Et la force de travail est appelée à en supporter et payer les conséquences.

Si les impératifs climatiques étaient réellement déterminants, on s'orienterait vers une priorité aux transports collectifs et un rapprochement des lieux de production des lieux de consommation. Mais les solutions mises en œuvre par les firmes automobiles avec le concours de l'État continuent de privilégier la voiture individuelle avec moteurs électriques ou hybrides.

Les bilans globaux, depuis l'extraction des terres rares pour les batteries jusqu'à la fabrication des voitures, leur usage et la gestion des mises au rebut, montrent qu'il n'y a pas d'avantage significatif en matière de bilan climat pour les véhicules électriques. Sans compter qu'en France l'électricité est majoritairement produite par des centrales nucléaires et que dans de nombreux autres pays elle est produite par des centrales à charbon.

Pour l'industrie automobile, il s'agit d'utiliser ce contexte pour trouver de nouvelles formes d'exploitation du travail et de nouveaux débouchés, et ainsi une issue à la crise structurelle qui avait éclaté en 2008 et qui n'est pas encore résolue.

## Redistribution des cartes

Dans les « vieux » pays industrialisés, les niveaux de production et de vente d'avant la crise de 2008 n'ont pas été retrouvés. Les autorités de Bruxelles, accompagnant une tendance mondiale, édictent des mesures de plus en plus contraignantes en termes de pollution, rendant nécessaire la production et la mise en vente de voitures à moteur électrique ou hybride. Les firmes automobiles chinoises sont maintenant parmi les leaders dans ce domaine et instaurent un changement de rapport de forces. En même temps, les firmes nord-américaines sont pour la première fois concurrencées dans leur

propre pays par un nouveau venu nord-américain, la firme Tesla. Avec une capitalisation boursière de 570 milliards de dollars au début du mois de juin, dépassant celles de General Motors et de Toyota, ce n'est pas qu'une simple bulle financière : les ventes de voitures Tesla augmentent, de nouvelles usines sont en construction notamment en Chine et en Allemagne. Et en France les ventes de voitures Tesla viennent de dépasser celles de la Renault Zoé.

Tesla a construit son succès en vendant des voitures très chères – à partir de 40 000 dollars. Alors que les produits industriels de grande consommation connaissent une baisse continue de leur prix de vente, l'automobile qui avait suivi la même évolution depuis des décennies, inverse cette tendance. Les petites voitures type Twingo disparaissent. Et les nouvelles voitures électriques ou hybrides sont vendues en France à des prix qui commencent aux environs de

30 000 euros. Les firmes annoncent vouloir vendre au total moins de voitures en espérant gagner plus sur chaque voiture vendue.

Le prix très élevé des voitures électriques s'explique par les marges de profit des firmes automobiles, mais aussi par le fait que la valeur de la voiture, en termes de ressources utilisées et de travail humain incorporé, se répartit entre les constructeurs automobiles et les fabricants de batteries. Le coût d'une batterie représente encore aujourd'hui près du tiers de la voiture contre la moitié il y a dix ans.

## Des conséquences dramatiques sur l'emploi

Pour les constructeurs automobiles, la fabrication d'une voiture électrique simplifie l'assemblage avec moins de pièces en mouvement, à commencer par la disparition des embrayages et vilebrequins. Alors que cette simplification devrait mettre à l'ordre

du jour une réduction du temps de travail, les menaces sur l'emploi s'aggravent. En Allemagne, la transition risque d'affecter d'ici 2030 jusqu'à un tiers des emplois avec au moins 178 000 emplois concernés d'ici à 2025. En France, 100 000 emplois sont menacés d'ici à 2030 selon des sources patronales.

Ces alarmes pour demain sont sonnées par les firmes automobiles elles-mêmes, pour mieux faire accepter les attaques d'aujourd'hui. En effet c'est au nom de ces pressions écologiques que de nombreuses fonderies sont en voie de liquidation. Pourtant la Fonderie de Bretagne comme la SAM dans le bassin de Decazeville ont déjà commencé à fabriquer des pièces pour des voitures électriques.

Renault installe « Electricity » qui doit regrouper les sites actuels de Douai, Maubeuge et Ruitz. Cet ensemble de 6 000 emplois aujourd'hui aura un statut de

filiale, les dispositions garanties par les accords Renault ne s'y appliquant donc pas. Avec le chantage à l'emploi, tous les syndicats ont donné leur aval à cette filialisation visant à aligner les conditions de travail sur les impératifs de la concurrence. Tesla est la firme référence : ce champion de l'innovation « new age » est aux États-Unis le champion de la régression sociale. Dans son usine historique de Fremont en Californie, les accidents du travail y sont plus nombreux que dans le reste du secteur automobile, les syndicats n'ont pas droit de cité, et les accords salariaux ne s'appliquent pas.

Dans cet univers de concurrence capitaliste impitoyable, les salariéEs ne peuvent pas se faire les défenseurs des voitures diesel ou essence. Il convient de faire valoir droits et acquis face à la montée en production et en usage des voitures électriques.

JCV

## PESTICIDES EN ARIÈGE Victoire des faucheurEs volontaires, mais appel du procureur



JACQUES DANDELOT

Fin 2016 et début 2017, 21 faucheurEs volontaires ariégeois ont investi trois jardinerias pour peindre des centaines de bidons de pesticides afin de les rendre impropres à la vente.

Ces actions revendiquées et effectuées à visage découvert faisaient suite à des actions réalisées dans différents départements de France pour dénoncer les dangers de l'usage de ces produits toxiques.

### Procès des pesticides

Un procès s'en est suivi le 17 août 2017. Le tribunal correctionnel de Foix a accédé à la requête de la défense et décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour lui poser des questions préjudicielles autour du respect ou du non-respect du principe de précaution pour l'évaluation et l'autorisation de mise sur le marché des pesticides.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2019, la CJUE confirme la validité du règlement sur les pesticides mais permet de mettre en lumière le non-respect de ce règlement, à la fois par l'EFSA, l'agence sanitaire européenne, et par son équivalent français : l'ANSES. Le 25 mars 2021, les 21 militantEs comparaissent à nouveau pour « détérioration du bien d'autrui en réunion », séance pendant laquelle ils ont fait le procès des pesticides et de la course aux profits contre la vie. Le 1<sup>er</sup> juin 2021, le tribunal de Foix prononçait la relaxe pour les 21 faucheurs volontaires d'Ariège. Ce verdict était une grande victoire, bien sûr pour les militantEs, mais surtout pour la lutte pour la santé humaine et celle de l'ensemble du vivant, pour la lutte contre les multinationales empoisonneuses.

Malheureusement, ce 7 juin 2021, le Procureur de la République a fait appel de cette décision.

Le tribunal avait conclu que « l'état de nécessité » était à l'origine de cette relaxe, à l'instar du procès de Perpignan du 15 octobre 2020.

Il est à noter qu'une « petite action » de désobéissance civile peut avoir des répercussions au niveau des structures nationales et européennes.

Correspondant

## « RÉOUVERTURE » L'hôpital en mauvaise santé

Le recul de l'épidémie ne signifie aucunement la fin des difficultés que rencontrent personnels et patientEs de l'hôpital.

Les plans blancs sont levés au fur et à mesure de la diminution du taux d'occupation des lits en réanimation et, plus généralement, parce qu'il n'y a plus d'admissions massives de patientEs. C'est maintenant aux patientEs qui n'ont pas pu se faire correctement soigner durant l'épidémie d'être accueillis à l'hôpital. Et il y embouteillage ! Rappelons que, selon les étapes de l'épidémie, entre 25 et 60 % des activités ont été reportées dans les hôpitaux...

### Quelle situation dans le secteur de la santé ?

En termes de capacités d'admissions, la situation est identique à celle du printemps 2020.

Aucun lit supplémentaire n'a été créé. Le manque de personnel est toujours aigu. En un an, des milliers d'aides-soignantes auraient pu être formées pour faire face aux futurs besoins. Dans les faits, les formations internes qui pourraient permettre aux agentEs de service hospitalier (ASH) de devenir aides-soignantes ou aux aides-soignantes de devenir infirmières sont attribuées au compte-gouttes. Des fermetures de lits sont toujours envisagées comme les 300 suppressions de lits prévues par l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris à l'occasion de la fusion des hôpitaux Bichat et Beaujon. En psychiatrie, avec la fermeture programmée de nombreux d'unités de patientEs chroniques au profit du médico-social, ce sont des centaines de lits qui vont disparaître et les postes y afférents. Les conditions de travail sont toujours aussi déplorables. S'il y a un nouvel afflux massif de patientEs dans les hôpitaux, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

### Incurie gouvernementale

La cerise sur le gâteau aura été la panne des numéros d'urgence début juin. Ces numéros gérés informatiquement par des opérateurs téléphoniques privés, comme Orange, ne sont pas sécurisés. La sécurisation de ces numéros essentiels pour la population nécessite des investissements lourds, ce qui est contradictoire avec les intérêts de ces entreprises qui ne pensent qu'à gagner des parts de marché. Résultat : des morts évitables.

Le gouvernement, avec ses « Ségur » a augmenté les salaires de certaines catégories de fonctionnaires hospitaliers. Comme il sait si bien le faire : de façon inique. AucunE contractuelE ne bénéficiera de ces augmentations (rappelons qu'il y a des professions occupées, selon les hôpitaux, par jusqu'à 40 % de contractuelEs). Par ailleurs, de nombreuses professions sont exclues de ces rallonges : les ASH, les assistantes sociales ou en encore les personnels ouvriers et administratifs, diététicienEs, technicienEs de labos... Le médico-social ne verra pas

d'augmentation non plus. Il s'agit là d'une tentative de division du personnel hospitalier.

### La colère gronde

Il n'est pas sûr que le gouvernement parvienne ainsi à calmer la colère qui gronde dans les hôpitaux. L'argent n'achète pas tout. Ça et là des services entrent en lutte comme le service des urgences de l'hôpital Avicenne de Bobigny (93) en grève pour réclamer davantage de moyens. Le 10 juin a été l'occasion d'une mobilisation nationale des psychologues hospitaliers. Face à de nouvelles mesures prises par le gouvernement, sans concertation, comme le projet de création d'un conseil national d'un ordre des psychologues ou le passage imposé chez un médecin avant consultation du ou de la psychologue pour un remboursement de la sécurité sociale. Les psychologues se sentent menacés de déposition de leur autonomie professionnelle. Des centaines de professionnelEs se sont réunis devant les hôpitaux ou les Agences régionales de santé (ARS) dans de nombreuses villes du pays. Pour nombre d'entre elles et eux, c'était la première fois de toute leur carrière qu'ils et elles descendaient dans la rue.

Citons aussi l'Unité pour malades difficiles (UMD) de Cadillac en Gironde qui s'est mise en grève durant une semaine du 12 au 18 mai pour dénoncer la mise

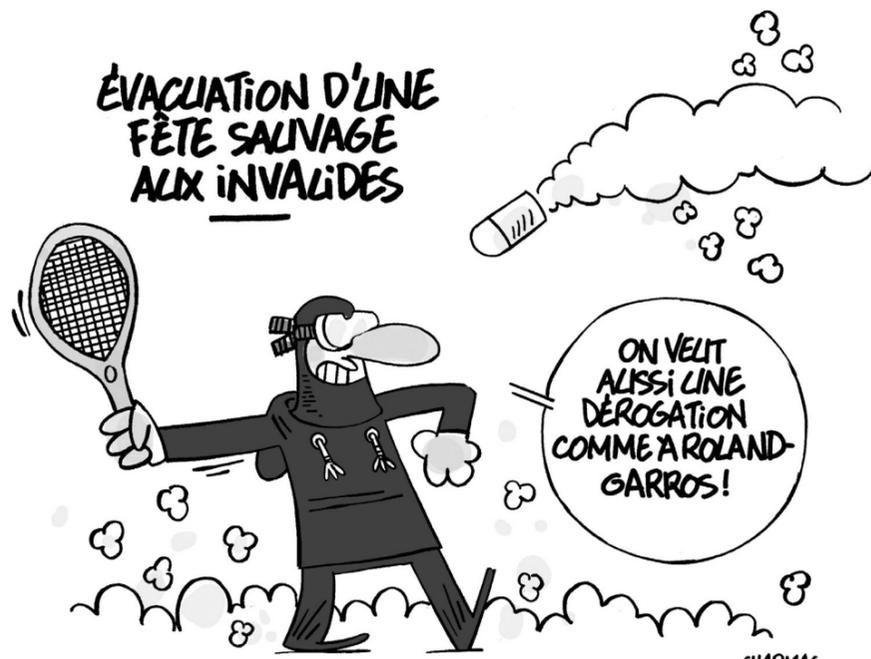
en cause du statut d'UMD de cet hôpital psychiatrique. Une « manipulation » dont le but est de diminuer le nombre de lits pour récupérer des ETP (équivalents temps plein) et ainsi « boucher les trous dans les effectifs sans embaucher ».

### Rien n'est réglé

Dans le privé également il y a des luttes comme à la clinique Rive-Droite à Lormont en Gironde, où travaillent 400 personnes. Le 17 mai, le personnel s'est mis en grève pour obtenir des augmentations de salaires et des embauches en criant haut et fort que « les héros sont KO ». Ou encore à la clinique Saint-Vincent de Besançon où 150 personnes sur 400 ont fait deux jours de grève pour prévenir le énième acheteur de l'établissement qu'elles et ils n'accepteront aucune remise en cause ni de leurs avantages ni de leurs salaires. Des garanties leur ont été apportées en ce sens par la direction.

Comme on le constate, rien n'est réglé dans la santé publique ou privée. Les applaudissements du printemps 2020 ont exprimé un soutien populaire, lequel a été dévoyé par le pouvoir pour cacher ses responsabilités dans la destruction du système de santé publique. Cette destruction continue. Les luttes aussi, même si l'on ne peut que déplorer qu'elles soient menées en ordre dispersé.

CorrespondantEs



## AUTOMOBILE Renault, mis en examen pour tromperie, doit déjà verser 80 millions d'euros

Renault vient d'être mis en examen de tromperie par le Parquet de Paris. La justice a pris le temps d'enquêter, puisque l'information judiciaire avait été ouverte en avril 2017.

Renault ne nie pas avoir vendu pendant des années des voitures diesel dont la consommation réelle et donc les émanations toxiques étaient très supérieures à celles annoncées. Si les mots ont un sens, c'est bien une tromperie.

### Défense hypocrite

Renault se contente de déclarer que sa tromperie était légale : une défense hypocrite bien faible qui n'a pas à ce stade convaincu les juges. D'ores et déjà, Renault devra déposer 80 millions d'euros en caution avant



DR

même les condamnations qui peuvent tomber : 20 millions d'euros, dont

18 millions d'euros pour l'éventuel paiement des dommages et des amendes,

et une garantie bancaire de 60 millions d'euros pour indemniser les éventuels préjudices.

Chez Volkswagen, à l'origine de tout le dieselgate, l'ancien patron vient de verser 11 millions d'euros à l'entreprise pour dommages et intérêts. Chez Renault, que hauts cadres et actionnaires sortent eux aussi de leurs comptes bancaires bien garnis les 80 millions d'euros que Renault a déjà sortis de ses comptes.

Ce n'est pas aux salariéEs de payer mais aux seuls vrais responsables!

Blog NPA auto-critique

## CASSE SOCIALE Macron s'entête à attaquer les retraites

Macron a annoncé début juin qu'il voulait engager une nouvelle réforme des retraites afin, selon France Info, de poursuivre « l'esprit du programme » pour lequel il estime avoir été élu en 2017. Il a annoncé qu'il devra prendre des « décisions difficiles » sur ce sujet en précisant que « rien n'est exclu ».

La communication a été parfaitement réglée : le ministre des Finances Le Maire a appelé à « poursuivre les réformes structurelles » en précisant que « la priorité, ce sont les retraites » ; Guérini, délégué général de la LREM, a annoncé qu'il fallait « travailler plus longtemps car

c'est le sens de l'histoire » ; le député LR Woerth a préconisé de « repousser l'âge légal du départ en retraite à 65 ans » ; Borne, la ministre du Travail, a tenté de rassurer en prétendant que la réforme répondrait à « des enjeux de lisibilité et de justice » ; et Bayrou du Modem a affirmé que cette réforme est « inéluctable ».

Après deux années de pandémie mondiale, où les élèves ont eu des enseignements « en pointillés », entre le confinement total de l'année dernière et les « demi-jauges » de cette année en lycée, rien ne saurait détourner le paquebot Blanquer de sa trajectoire folle. Retour sur une catastrophe annoncée.

### «Le jusqu'au-boutisme c'est ça!»

Le ministre a calqué sa réforme du bac sur les rythmes du politique. Il tenait absolument à une réforme en profondeur avant l'élection présidentielle de 2022. Le Covid-19 et ses conséquences ont complètement été absents de sa réflexion. Il faut croire que, pour lui, on n'arrête pas le Titanic en marche, quand bien même de nombreuses personnes en mourraient (famille des élèves, enseignants, personnels de l'éducation...), quand bien même les enseignements seraient hachés. Jamais il n'a ralenti.

Les programmes ont été maintenus, contre vents et marées. Jusqu'à l'absurde. Il fallait des notes au troisième trimestre, il fallait « faire » des textes et des notions avec les élèves, sans jamais se poser la question du « pourquoi », ni même de ce que les jeunes retiendraient... Face aux inégalités manifestes (demi-jauges, arrêts maladie des profs et des jeunes...), le ministère a fini par faire un pas de côté : c'est la meilleure des notes de philosophie,

## ÉDUCATION NATIONALE **Il faut en finir avec la parodie des examens**

Comme chaque année, le 17 juin est marqué par la traditionnelle épreuve de philosophie du baccalauréat. Mais, contrairement aux années précédentes, c'est la seule épreuve écrite que les élèves de terminale passeront cette année.



entre celle de l'épreuve ou celle de l'année (le contrôle continu), qui comptera pour le baccalauréat. Et même là, on reconnaît la fourberie de Blanquer : si un candidat ne vient pas à l'épreuve alors sa note sera de 0/20... Il aura vraiment tout fait pour détruire la jeunesse. Les adaptations pour les bacs pro sont tout aussi risibles : on ne compte que deux épreuves (en cours d'année) sur quatre... En peu de mots : le bac 2021 n'a plus aucun sens. Et c'est sans doute l'effet cherché.

### Faut-il surveiller pour punir ?

La réforme Blanquer s'accompagne de nouvelles formes de corrections et d'évaluations. Les copies (papiers) sont scannées pour être corrigées sur ordinateur. Bien entendu, aucun matériel n'est fourni. Au-delà de la fatigue causée par les écrans, c'est avant tout un moyen de surveillance des enseignants : la correction ne peut se faire qu'en ligne et à tout moment l'administration peut savoir où est chacun dans ses corrections et rappeler à l'ordre l'enseignant

considéré comme trop lent. C'est dans la ligne des nombreuses sanctions qu'ont subies les enseignants récalcitrants ces dernières années. Les bacheliers doivent aussi passer un « grand oral ». De même en bac pro, avec l'épreuve du « chef-d'œuvre ». Au-delà des titres ronflants de ces épreuves, personne ne connaît à l'heure actuelle les contours précis (ni les critères d'évaluation). Pire : à une semaine des épreuves, toutes les enseignantes ne sont pas encore convoquées. Ce qui démontre que, du ministère aux enseignants en passant par les rectorats et les cellules dédiées aux examens, personne n'arrive à mettre en place les directives de Blanquer, ni n'a envie de le faire.

### Peut-on arrêter la mascarade ?

Des enseignants appellent à la grève des surveillances le 17 juin, puis pour le grand oral, et à la constitution d'assemblées générales de grévistes. Il faut arrêter de sanctionner les élèves, qui ne sont pas la chair à canon du système scolaire. Il faut mettre un coup d'arrêt définitif à ces politiques. Cela commence par la démission de Blanquer.

Raphaël Greggan

## LOUARGAT (CÔTES D'ARMOR) **La GPA doit annuler les consommations d'eau non facturées**

Déclaration des candidates de la liste anticapitaliste soutenue par le NPA sur le canton de Gallac.

La communauté de Guingamp-Paimpol Agglomération (GPA) annonce aux usagers du service des eaux et de l'assainissement de Louargat qu'ils et elles vont devoir s'acquitter des factures non payées depuis deux ans.

### «Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude»

En effet, à l'occasion du transfert de compétence de la commune vers la GPA, les factures n'ont pas été éditées ni transmises. Selon nos sources, la commune

de Louargat n'en est aucunement responsable. GPA, sans se soucier le moins du monde des difficultés que cela va occasionner aux usagers, se propose de les faire payer, éventuellement d'étaler les dettes ou de prendre des « mesures sociales » (?). GPA semble ignorer les effets de la crise sanitaire et sociale qui génère des difficultés importantes, et a fortement impacté les ménages les plus modestes. Les candidats de notre liste remarquent que le canton de Callac est celui où les revenus disponibles par ménage

sont les plus bas de GPA selon une étude récente publiée par un quotidien régional...

Un vieil adage en droit prescrit que « nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude ». En application de ce principe, les candidates de la liste anticapitaliste aux élections départementales sur le canton de Callac demandent l'annulation pure et simple de la dette des ménages. Cependant, nous ne demandons aucune exonération pour les entreprises, en dehors de l'artisan ou commerçant indépendant tirant son revenu de sa seule activité. Nous rappelons que la commune de Louargat, qui avait la régie directe des eaux, avait mis en place un dispositif ambitieux

pour protéger sa zone de captage à une époque où la question de la qualité des eaux commençait à se poser en Bretagne. Les usagers des eaux sur la commune ont supporté seuls ces investissements, ce qui accentue encore le caractère ubuesque de la situation présente. Pour que notre demande d'annulation de la dette d'eau ne demeure pas un vœu pieux, nous proposons aux Louargataises et Louargatais de se mobiliser pour l'exiger. Et à l'ensemble de la population du pays de Guingamp de les soutenir et d'exiger que la régie de l'eau redevienne publique et non aux mains de groupe capitaliste tel Suez.

Les candidats de la liste anticapitaliste canton de Callac

## LYON **Les agents du nettoyage de la gare routière de Perrache en grève illimitée**

Une grève contre le harcèlement, les humiliations, les violences...

Depuis plusieurs jours, des agents de nettoyage se sont installés au centre du hall de la gare routière de Lyon-Perrache : salariés de la sous-traitante Arc en Ciel, elles et ils ont décidé de cesser le travail le 8 juin 2021 à 6 h du matin, avec le soutien de leurs syndicats, la CNT-Solidarité ouvrière et la CGT.

### «Ça fait des années qu'on alerte tout le monde»

En distribuant leur tract aux passagers, ils et elles expliquent : « Nous sommes maltraités par un agent de la Métropole. Il est chargé du contrôle qualité de notre travail mais toute la journée il est sur notre dos, il nous menace, il nous insulte. Il a même racketté certains d'entre nous : il demandait qu'on lui achète un ordinateur, un téléphone, qu'on lui donne une montre... Ça fait des années qu'on alerte tout le monde, y compris à la Métropole, mais ce n'est qu'en juin qu'on a fini par recevoir une réponse d'une éhüe qui nous a fait comprendre que ce n'était pas son affaire et que le vrai problème c'est qu'on n'avait pas compris la fonction de ce monsieur. Mais sa fonction, c'est vraiment de tambouriner à la porte quand on prend notre douche ?! Ou quand on est aux toilettes ?! »

Une gréviste affectée depuis plusieurs années au nettoyage des sanitaires de la gare nous raconte : « Il y a quelque années, une collègue a fait une fausse couche. Le médecin du travail est venu et a demandé qu'on nous installe une chaise pour pouvoir se reposer. Quand il [l'agent] est arrivé, il a fait enlever la chaise ». Sa collègue qui souffre de fatigue, douleurs au dos, aux genoux... renchérit : « Même quand on sort des toilettes deux minutes pour respirer un peu, il nous crie dessus ».

Reçus par la Métropole, les salariés ont expliqué comment l'attitude de son agent avait des conséquences graves sur leur santé.

### Ambiance optimiste

Aujourd'hui, leurs revendications sont claires : les salariés demandent à leur employeur et à son donneur d'ordre le retrait du site de leur harceleur et la fin immédiate de toute ingérence de la Métropole dans leurs prestations.

Mais ils revendiquent aussi le respect de leur travail et de leur expérience : « Les qualifications ne correspondent à rien. Moi, ça fait trente ans que je suis sur le site, je travaille avec des machines, et pourtant, je suis toujours au plus bas de l'échelle ! ».

Après deux réunions tripartites et plusieurs visites au pied de l'hôtel de la Métropole – désormais occupé par une majorité EELV – les salariés qui ne sont toujours pas entendus ni pris au sérieux ont décidé de reconduire la grève pour une durée illimitée.

Sur le piquet l'ambiance est optimiste : encouragés par les usagers de la gare, par des agents de la Métropole solidaires de leur lutte, et par les commerçants de la gare, elles et ils sont bien décidés à ne rien lâcher.

### Correspondante

Pour soutenir les grévistes : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-greve-pour-les-agentes-de-la-gare-routiere-de-perrache>  
Pour suivre la grève sur les réseaux sociaux : @cntso69

insinuant ainsi qu'il est inutile de la contester...

### Le retour de la réforme de 2019 ?

L'intention du chef de l'État n'est pas de reprendre intégralement le projet de 2019 présenté désormais comme étant « trop complexe » et « porteur d'inquiétudes », mais de le fragmenter en plusieurs mesures paramétriques appliquées successivement : hausse et durées de cotisations, âge légal de départ, âge pivot pour bénéficier d'une pension à taux plein. Il ne renoncera pas non plus à la mise en place d'un « régime universel » mais veut atteindre le même but en supprimant les régimes spéciaux. L'objectif global reste le même, réaliser des économies car pour les capitalistes la part du PIB consacrée à la protection sociale est trop importante,

plus particulièrement celle consacrée aux pensions de retraite (13,8% en 2020). Une mesure importante de la réforme de 2019 n'a pas été évoquée, la refonte du financement en créant un régime par points. Cette disposition devait s'appliquer en 2025 en raison de la complexité de la transition. Macron n'a donc pas estimé nécessaire de rappeler actuellement cette mesure qui permet de revoir à la baisse le montant des retraites par l'ajustement de la valeur du point afin de limiter les dépenses de retraite à un pourcentage du PIB décrété auparavant par le gouvernement.

### Se mobiliser pour stopper ce gouvernement

Martinez, secrétaire général de la CGT, a déclaré que « la réforme des retraites n'est pas abandonnée et que le gouvernement

réfléchit à autre chose qui pourrait ressembler : reculer l'âge de la retraite, cotiser plus de trimestres. Le résultat est le même, ils veulent nous faire travailler plus longtemps ». Il a conclu à la nécessité de « rester mobilisés ». Auparavant FO avait déjà affirmé que « la relance des contre-réformes c'est non ! ». Pour Berger, de la CFDT, ce serait « une folie » d'engager cette réforme avant l'élection présidentielle. Il ne faut pas « surréagir » alors que le projet n'est pas encore présenté ni « mettre de l'huile sur le feu ». Interrogé par l'AFP sur l'abandon du système de retraites par points voulu par la CFDT, il affirme avoir « des sources qui [lui] disent qu'il n'y a rien d'arbitré ». Enfin il rappelle qu'une « approche purement paramétrique est une approche qui ne [lui] conviendrait pas du tout » indiquant ainsi



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

qu'il souhaite le retour de la réforme systémique<sup>1</sup>.

Sept syndicats et associations de retraités (CGT, FO, FSU, Solidaires,

Ensemble et solidaires, FGR, FCP et LSR) appellent à une journée nationale de manifestations le 1<sup>er</sup> octobre 2021 pour la revalorisation immédiate des retraites de base et complémentaires, pas de retraites inférieures au SMIC, des moyens supplémentaires pour les services publics et le système de santé et pour une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales.

Le refus de la réforme de Macron sera certainement ajoutée à ces revendications. Mais pour faire échec à Macron et son gouvernement il est nécessaire de ne pas attendre cette échéance pour reprendre toutes ensemble, salariés, sans emploi, retraités et jeunes, la mobilisation.

### S. Bernard

1 – Réforme globale du système (par opposition à une réforme paramétrique).

**Cinéma****Nomadland, de Chloé Zhao**

Film (USA), 1h48, sorti le 9 juin 2021.

**E**n 2011, Fern perd son emploi après la disparition de l'usine américaine de gypse à Empire, Nevada, où elle travaillait depuis des années avec son mari, récemment décédé. Elle décide de vendre la plupart de ses biens et achète une camionnette pour vivre et parcourir le pays à la recherche d'un emploi. Elle accepte un travail saisonnier dans un entrepôt Amazon et occupera ensuite divers emplois précaires dans un parc national, une exploitation agricole...

**Seniors devenus précaires**

Elle rencontre d'autres nomades qui partagent d'une façon ou d'une autre le même destin : arrivés à un certain âge, le chômage, une retraite misérable, une rupture familiale... les ont amenés à faire la route. Ce mode de vie est pour certains devenu un choix : la beauté des paysages, la chaleur des relations avec ceux et celles que l'on croise compensent la dureté d'une vie itinérante. Ce ne sont pas des marginaux qui échapperaient au capitalisme : des entreprises, même Amazon que certains présentent comme une incarnation de la modernité, recourent au travail de ces sexagénaires, voire plus âgés.

Frances McDormand incarne magnifiquement Fern, une femme qui n'arrive pas à surmonter son deuil et cherche sur la route une réponse à sa douleur. Une large part des autres personnages sont incarnés par de vrais nomades. Les paysages de l'Ouest américain sont magnifiques.

*Nomadland* est tiré d'un livre écrit par une journaliste qui a suivi plusieurs seniors devenus précaires (suite à la crise financière de 2008) et ont décidé de partir à la recherche de petits boulots, à bord de caravanes. Pour se préparer à son rôle, Frances McDormand a réellement vécu dans une camionnette pendant quatre à cinq mois, s'est déplacée à travers sept États des États-Unis et a travaillé chez Amazon et dans une usine sucrière.

Certes, on pourrait peut-être reprocher au film une vision « rose » de la vie de ces nomades et des relations entre eux, mais il est rare que la vision de magnifiques paysages, des personnages attachants se combinent avec une évocation discrète de la dureté de la vie pour les exclus du « modèle américain ».

Henri Wilno

**L'Anticapitaliste**  
la revue  
Le n°126 est disponible

**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**Communiqué du NPA****Personne n'a été exclu du NPA, qui prendra ses décisions sur la présidentielle fin juin**

**D**ans un texte rendu public jeudi 10 juin, le groupe CCR-Révolution permanente a annoncé son départ du NPA. Le NPA prend acte de cette décision, et ne renonce pas à son projet de s'adresser à toutes celles et tous ceux qui subissent un ordre social de plus en plus violent et injuste, et veulent se regrouper pour agir, collectivement, afin de le renverser.

**Aucune exclusion, ni individuelle ni collective**

Concernant le départ du CCR-Révolution permanente, certaines précisions s'imposent. Contrairement à ce qui est affirmé dans leur texte, personne n'a été exclu du NPA, ni individuellement ni collectivement. Il s'agit bel et bien d'un départ : jusqu'à la publication de ce texte de rupture, les membres du CCR-Révolution permanente cotisant au NPA avaient le même statut que les autres militantEs du NPA, pouvaient participer au processus démocratique en cours pour décider de notre orientation à l'élection présidentielle, et leurs représentantEs dans les instances de direction nationale pouvaient se joindre à l'ensemble des réunions et participer aux prises de décision. Le départ du CCR-Révolution permanente est en réalité la conséquence de l'échec de ce groupe à imposer au NPA la candidature présidentielle d'Anasse Kazib. Cette « pré-candidature », annoncée publiquement le 4 avril dernier sur les réseaux sociaux et dans quelques articles, s'est faite en rupture avec le fonctionnement du NPA et ses modalités de prise

Un communiqué du Nouveau Parti anticapitaliste publié suite à l'annonce du départ du Courant communiste révolutionnaire (CCR-Révolution permanente).



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de décision concernant nos candidatures à la présidentielle. Celles-ci ont toujours été le fruit de discussions démocratiques au sein du NPA, organisées autour des questions d'orientation et de profil politiques, et non de « pré-campagnes » personnalisées – et a fortiori menées à l'extérieur de l'organisation.

**Conférence nationale les 26 et 27 juin**

Cette « pré-candidature », articulée au projet de lancement d'un « Parti révolutionnaire des travailleurs », n'a convaincu personne dans le

NPA, à l'exception des membres du CCR-Révolution permanente. En mettant en scène aujourd'hui leur prétendue « exclusion », ils et elles veulent jeter la suspicion sur le NPA et délégitimer préventivement ses choix pour 2022.

Conscient de son isolement interne et de son échec à imposer son projet de parti et son candidat, le CCR-Révolution permanente a choisi de se retirer du NPA avant même que la consultation démocratique interne ait lieu. Dont acte.

Le NPA prendra, comme prévu, ses décisions concernant la présidentielle lors d'une conférence

nationale les 26 et 27 juin. D'ici là, l'ensemble de ses membres sont invités à se prononcer, dans le cadre de discussions et de votes démocratiques, sur l'orientation et le profil de notre organisation pour 2022. À l'issue de ce processus de discussion/décision, le NPA annoncera, après le week-end des 26 et 27 juin, ses choix pour la présidentielle, à l'occasion de laquelle nous entendons bien défendre un programme d'urgence sociale, écologique et démocratique, et porter la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste.

Montreuil, le 11 juin 2021

**Université d'été du NPA**

EN FINIR AVEC LE MACRONAVIRUS ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

**Vite, une alternative anticapitaliste!**

**D**epuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. Et à chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a toujours fait faillite. Après le scandale des masques manquants avant l'été, les vagues-hésitations sur les mesures à prendre (toujours à contretemps) et la défense des intérêts des grands labos de Big Pharma – contradictoire avec le développement de la nécessaire campagne de vaccination – illustrent la politique d'un pouvoir totalement dédié aux capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail (chômage de masse grandissant, multiplication des licenciements et suppressions de postes, paiement d'une « dette covid » qui ne leur

a servi qu'à eux seuls...), le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant réactionnaire dangereuse. Sécuritaire et liberticide, avec la loi de sécurité globale; raciste, avec une loi islamophobe sur les « séparatismes » et une campagne d'opinion contre le prétendu « islamo-gauchisme ». Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure...

Dans ce contexte pesant, notre camp social ne s'est pas résigné. Si les conditions de mobilisation n'ont pas été simples ces derniers mois, entre situation sanitaire et coups de pression du pouvoir, nous avons repris la rue : avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage; avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine; avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits; avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique... Et cela doit continuer, car nous n'attendons pas les urnes en 2022 pour

combattre Macron et son monde – même si nous voulons aussi nous y faire entendre.

Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizons divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes toujours liées à la crise sanitaire, notre université d'été reste plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

**NPA**  
**13<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA**  
DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT

Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

**Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.**

INSCRIPTION EN LIGNE: [NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021](http://NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021)

Entretiens

# Mohammed Harbi, mémoires filmés

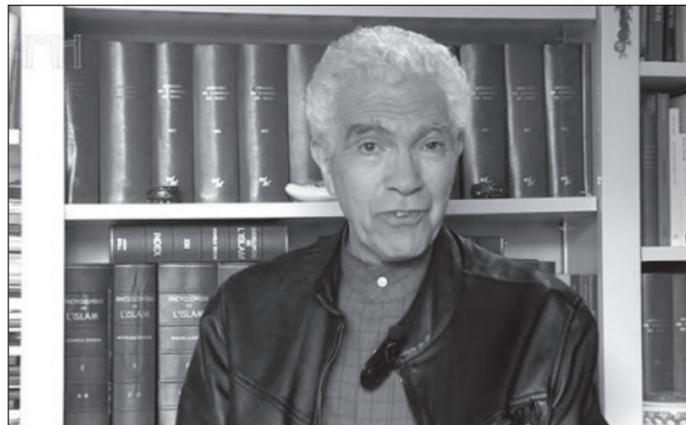
23 entretiens, pour un total de 38 heures, éclairant non seulement l'histoire de l'Algérie mais aussi une réflexion servant à l'émancipation.

Entretiens et réalisation Bernard Richard et Robi Morder, sur une idée de Claude Kowal. En ligne sur [https://www.youtube.com/channel/UC\\_VOF248yKqKeQcF7RGgCiQ](https://www.youtube.com/channel/UC_VOF248yKqKeQcF7RGgCiQ).

Mohammed Harbi a eu, depuis la guerre d'indépendance algérienne jusqu'à aujourd'hui, un parcours exceptionnel. Il a consacré sa vie à la lutte contre le colonisateur puis contre la dictature militaire qui s'est emparée de son pays. Il est convaincu que toute évolution démocratique de l'Algérie est soumise à la condition nécessaire que son histoire ne soit plus instrumentalisée par les pouvoirs.

«Un nationaliste authentiquement internationaliste»

Nous avons, avec Bernard Richard, passé neuf ans avant d'aboutir à la mise en ligne des mémoires filmés de Mohammed Harbi. Nous nous sommes orientés vers la constitution d'archives filmées, au service de l'histoire, à l'attention d'un public aussi bien algérien que français. Né le 16 juin 1933 à El Arrouch, Mohammed Harbi, historien reconnu, a d'abord été un militant engagé pour l'indépendance de l'Algérie dès le lycée, à 15 ans, au sein du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). À Paris, où il vient étudier, il noue des relations avec la gauche française, notamment les anticolonialistes qu'ils soient socialistes, communistes, libertaires, trotskistes. Les militantEs de la Quatrième Internationale, dirigée alors par Michel Pablo, vont apporter un appui matériel et politique à la lutte pour l'indépendance et c'est eux qui, outre la France, vont en Belgique ou en Allemagne être les intermédiaires entre le FLN et



des personnalités du mouvement ouvrier, syndicalistes, députés, responsables d'organisations. Dès cette époque, Mohammed Harbi porte une vision de l'Algérie nouvelle, démocratique, sociale, sécularisée, en nationaliste authentiquement internationaliste. Il défend le projet d'une UGEA (Union générale des étudiants d'Algérie), à l'encontre du projet d'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans d'Algérie). Responsable de la commission de presse de la Fédération de France du FLN, il devient membre de cabinets ministériels du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), puis expert aux premières négociations d'Évian. Principal rédacteur du «programme de Tripoli», il est après l'indépendance directeur de l'hebdomadaire *Révolution africaine*, et cherche à mettre en application les décrets sur l'autogestion pris sous le gouvernement de Ben Bella. Cette période voit s'affirmer une résistance aux

avancées démocratiques et sociales (obstacles à l'autogestion, code de la nationalité restrictif privilégiant la référence religieuse, pression pour le retour des femmes «à la maison») et s'affirmer les tendances conservatrices et autoritaires – déjà sous-jacentes dans la guerre.

Témoignage d'un homme toujours debout

Le coup d'État de Boumédiène en 1965 confirme la place centrale de l'armée, la cristallisation, derrière des discours «socialistes», d'une nouvelle bourgeoisie. Arrêté en septembre 1965, Mohammed Harbi est détenu dans la prison de Lambèse à Annaba, de triste réputation. En 1968, il est en résidence surveillée dans le Sahara. Avec Hocine Zahouane, comme lui co-fondateur de l'ORP (Organisation de la résistance populaire), il s'évade en 1970 et se réfugie en France où il enseigne aux universités de Paris 7 puis Paris 8 (Vincennes/Saint-Denis).

Le témoignage que cet homme toujours debout, qui s'est – dédaignant les honneurs, les propositions de postes ministériels, la corruption – placé au service de l'émancipation, apporte au cours de ces 23 entretiens, n'est ni une simple autobiographie ni un cours. C'est un permanent aller-retour entre situations, dilemmes, expériences vécues et réflexions qui valent tant pour le passé que comme éclairage du présent. L'on se rend ainsi compte de l'absence de véritables débats politiques au sein du FLN, remplacés par des négociations et compromis de clans, de la primauté du militaire, au point que l'on peut parler d'un parti/armée, des limites du populisme en tant qu'il promeut une unité du peuple sans traiter des différenciations sociales, de classe, des difficultés de faire passer les discours progressistes en actes concrets.

Notre projet initial, un documentaire, n'avait pu aboutir, faute de soutien de producteurs et de chaînes de télévision. L'histoire d'un Algérien, de surcroît de gauche, n'aurait pas permis un «retour sur investissement». Aujourd'hui dans ce témoignage, des documentaristes pourront puiser pour apporter un éclairage original sur ces décennies de lutte d'un peuple dont la révolution a été suspendue, inaboutie. Achievés alors que le Hirak est en cours, ces mémoires filmés peuvent permettre de répondre à un besoin de connaître l'histoire (effacée par les autorités qui n'en conservent que ce qui est utile pour elles) pour les jeunes générations, mais également d'outil pour le présent tant une série de questions anciennes demeurent d'actualité.

Robi Morder

Notice du Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article138752>  
Le livret aux éditions Syllepse : [https://www.syllepse.net/syllepse\\_images/mohamed-harbi-memoires-filmees-sommaire.pdf](https://www.syllepse.net/syllepse_images/mohamed-harbi-memoires-filmees-sommaire.pdf)  
Lien vers le site «Histoire coloniale» : <https://histoirecoloniale.net/Un-document-exceptionnel-les-Memoires-filmes-de-Mohammed-Harbi.html>

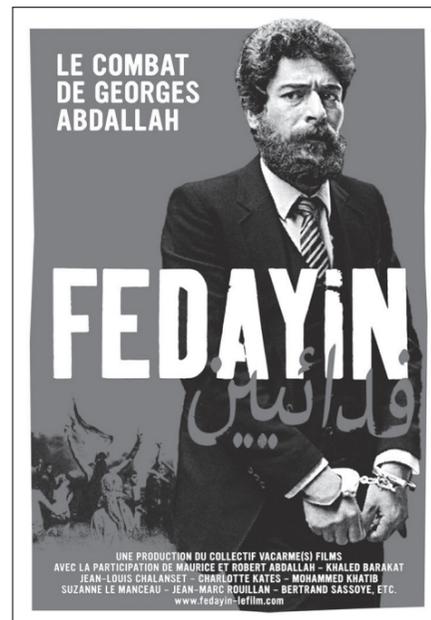
À propos de son roman, il explique : «J'ai voulu questionner l'ambiguïté qu'il y avait dans les rapports entre le rire et le pouvoir. Comment ce dernier s'en méfie comme de la peste et donc cherche sans arrêt à le canaliser, le cadrer. La figure du bouffon en est un bon exemple. En tant qu'humoriste aujourd'hui, je me pose ce genre de questions. Est-ce que ma présence et ma fonction ne servent pas finalement à consolider la structure de domination que pourtant je critique de toutes mes forces ?» Il n'est sans doute pas simple de parler de problèmes du moment en partant d'histoires anciennes. De toute façon, même romancé, c'est plaisant de plonger dans d'autres périodes historiques, ça aide à se poser des questions et donc à réfléchir, ça donne envie aussi d'en savoir plus sur ce rôle de «bouffon». Guillaume explique aussi : «Pour construire le récit, j'ai pas mal lu de livres sur l'époque, échangé avec des historiens qui m'ont appris qu'il restait peu d'archives sur Triboulet et que donc je pouvais laisser libre cours à mon imagination dans les scènes et les dialogues. Et j'avoue que je me suis bien marré à écrire. Et j'espère que les gens s'amuseront autant en lisant.» Oui c'est vrai, certes tout est loin d'être léger dans le roman, mais on s'amuse et aussi on apprend, on réfléchit.

Philippe Poutou

Documentaire

# Fedayin

Une production du collectif Vacarme(s) films : [fedayin-lefilm.com](http://fedayin-lefilm.com).



Le film sur le combattant arabe Georges Abdallah, le plus ancien des prisonniers politiques d'Europe : 37 années de prison.

L'histoire d'une époque charnière

Enfin ! Oui, ce mot a tourné dans nos têtes à l'annonce de la sortie du film. Car enfin des militantEs cinéastes ont préparé ce projet et l'ont mené à bien. Et plus encore, car ce film est aussi une véritable réussite. D'entretiens en témoignages, l'histoire se déroule et s'éclaire. Des montages de Koubayat au Nord Liban aux camps palestiniens de Beyrouth, la militance de Georges Abdallah prend sa véritable ampleur. On saisit mieux son rôle politique dans une époque charnière tant au Proche-Orient qu'en Europe. Georges combattait farouchement pour l'unité anti-impérialiste de ces deux zones de luttes.

Commandant du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) dans la province de Tripoli, puis face à l'urgence, volontaire pour des actions internationales. Georges Abdallah a été un de ces commandants qui ont rejeté le dictat des puissances impérialistes contre l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Ces promesses fumeuses d'appui à un règlement pacifique en échange de l'arrêt des opérations extérieures qui ont tant popularisé la résistance au début des années 1970. Dans la continuité de la gauche révolutionnaire et internationaliste palestinienne, Georges Abdallah et ses camarades ont frappé les véritables organisateurs de la guerre du Liban et les souteneurs patentés des agressions israéliennes successives dans ce pays, en particulier les gouvernements américains et français. Certainement, il y eut des morts, mais des morts ciblés : le n°2 du Mossad pour l'Europe, l'attaché militaire de l'ambassade américaine à Paris... Georges Abdallah, au fond de sa cellule, assume et revendique son combat.

Un scandale politique et une affaire d'État

Il est emprisonné depuis le 24 octobre 1984... et libérable depuis 1999 ! Au cours des deux dernières décennies, les différents gouvernements bourgeois – quelle que soit leur couleur politique – se sont opposés à sa libération et à son retour au Liban. Aujourd'hui, toutes celles et tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à cette affaire savent qu'il a été condamné sur la base de fausses preuves constituées par la police politique (de l'aveu même de l'ancien directeur de la DST, Yves Bonnet, aujourd'hui retraité et membre du RN), qu'il a été «défendu» par un avocat taupé de ces mêmes services, que lui et sa famille ont été accusées à tort d'attentats massacrés dans les rues de Paris à la veille de son procès dans le but de rendre acceptable sa condamnation à perpétuité. La condamnation de Georges Abdallah et son maintien en prison sous la pression des USA et d'Israël est un scandale politique et une affaire d'État ! Il est essentiel que les militantEs anticapitalistes voient ce film pour saisir pleinement la dangerosité de la répression contre les combattants anti-impérialistes. C'est aussi un film formateur et en cela il est aussi une action politique. Nous devons non seulement le voir mais plus encore nous devons aider à sa diffusion la plus large, dans les cinémas, dans les centres sociaux, dans les lieux de lutte... partout !

Correspondant

Roman

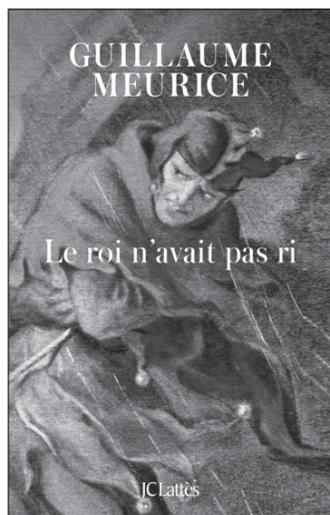
# Le roi n'avait pas ri, de Guillaume Meurice

Éditions JC Lattès, 300 pages, 20 euros.

C'est un roman mais c'est aussi un peu une histoire vraie. Car les personnages ont existé et des situations racontées ont eu lieu. On se retrouve fin 15<sup>e</sup> siècle, début 16<sup>e</sup>. On se repère car ça commence avec Louis XII et ça finit avec François 1<sup>er</sup>. Ces deux rois sont même des personnages importants du roman.

Un bouffon à la cour

Mais le principal, c'est Triboulet. Un pauvre garçon, d'une famille très pauvre, il n'est pas aimé, il est rejeté, par ses parents, par la société. Il n'est pas que pauvre, il est difforme, il boite, il est traité comme un monstre, pas méchant du tout mais voilà, moche et méprisé. Un jour il se fait remarquer autrement que par son physique, parce qu'il va sauver un jeune, lui aussi pas très «normal» sauf qu'il est le «bouffon» du roi. Du coup, il intègre la cour du roi Louis XII, et peu à peu il se rapproche pour devenir à son tour bouffon. Il est pris pour un attardé mental, d'ailleurs les «fous» des rois c'était des amuseurs, un peu à leur dépens, semble-t-il. Et puis comme ils étaient vus comme inoffensifs,



sans conscience, ils avaient une liberté de parole, ils pouvaient dire ce qu'ils voulaient et c'est cette liberté qui amusait. Enfin c'est ce qu'on comprend. Triboulet amuse par son physique mais pas seulement. Il est vif d'esprit, finalement très intelligent. Il surprend le roi, il inquiète des proches du roi, il s'attire des animosités de certains courtisans. Car Triboulet se moque de ce monde de riches, qui ne

pense qu'à ses intérêts, qui vit dans l'opulence alors que le peuple vit dans la misère, qui fait la guerre pour piller, massacrant des populations dont la vie ne vaut rien. Cette vivacité d'esprit plait au roi, d'abord à Louis XII puis à son successeur, François 1<sup>er</sup>. Triboulet devient leur confident, jusqu'à se mêler de la vie politique. Le bouffon, le fou va ainsi tenter de faire entendre raison aux rois, contre la misère des peuples, contre les guerres. Triboulet ne se gêne pas, il mord, il vanne, il se moque, il critique, jusqu'au jour où ça ne passe pas. Quand le roi ne rit plus, c'est la sortie de trop.

«Questionner l'ambiguïté des rapports entre le rire et le pouvoir»

Raconter cette histoire de l'intérieur de la tête d'un bouffon, ça permet de dire des choses, de se poser des questions, de lancer des réflexions. Sur le passé mais surtout pour aujourd'hui, sur le pouvoir, sur la critique du pouvoir et sur les amuseurs, les bouffons de notre époque, notamment celles et ceux qui sévissent sur France Inter. Guillaume Meurice en fait partie et il ne se contente pas de sortir des blagues.

# « On va continuer de se battre pour faire annuler ce plan social, et pour regrouper tous ceux qui se battent contre ces plans sociaux inhumains »

**Entretien.** À l'occasion de la deuxième manifestation nationale contre les licenciements organisée samedi 19 juin à Paris, nous avons rencontré les camarades de la CGT-TUI, à l'initiative du collectif qui appelle à manifester samedi, après une première échéance le 23 janvier dernier.

**Pouvez-vous revenir sur l'origine de votre combat ?**

**Isalia :** On mène un combat acharné depuis près d'un an. 11 mois que l'on se bat contre un plan social qui nous a dévastés chez TUI. Pour rappel, TUI c'est le leader mondial chez les voyagistes, il y a plusieurs entités, nous sommes l'entité française du groupe TUI, avec plusieurs marques dont les plus connues sont Marmara, Lookéa, Nouvelles frontières, Aventuria, Passion des îles... Aujourd'hui on est donc face à un plan inhumain, contre lequel on se bat. La crise a commencé en mars 2020, et durant ces mois de crise, on était tous ébranlés c'est sûr, et tout le monde a été touché, mais chez TUI c'est la manière dont ce plan nous a été annoncé qui dépasse l'entendement : après plusieurs mois où les salariéEs étaient isolés chez eux, sans nouvelles de l'entreprise, sans nouvelles de leurs collègues, on a tous reçu un message nous invitant à nous connecter au plus vite à une visioconférence, et là on a vu notre PDG de l'époque, qui est parti depuis, qui était tranquillement installé sur son siège dans son riad, annoncer à 900 salariéEs un plan social d'une envergure jamais vue encore. Il nous a en effet annoncé la suppression de deux tiers des effectifs, soit plus de 600 postes. Le premier sentiment ça a été l'incompréhension totale, on s'attendait depuis plusieurs mois à un plan social, on se disait que ça

allait tomber, mais on ne s'attendait pas à ce que cela concerne autant de salariéEs. Ce sont plus de 600 familles qui sont mises à la rue, sans aucune considération. C'est aussi toute une expertise qui est exportée, délocalisée au Maroc. Tout cela alors que TUI a touché 5,5 milliards d'aides publiques...

**Et donc depuis vous êtes en lutte, et vous essayez d'élargir votre combat, de ne pas être isolés, de créer des liens avec d'autres boîtes qui vivent le même genre de situation.**

**Isalia :** On se bat pour dénoncer cette injustice, la tournure que prend cette crise, qui incite les patrons à se débarrasser de leurs salariéEs, en utilisant les aides pour le faire. Et personne ne dit rien, l'État ne contrôle rien. En plus TUI faisait des bénéfices, donc ce plan social est inconcevable. Au lieu d'attendre, d'être prudent, d'y voir plus clair sur la situation sanitaire, comme l'ont fait d'autres voyagistes, TUI a décidé d'aller très vite et de licencier des centaines de gens...

Et c'est comme ça qu'on a commencé notre combat : on a organisé des assemblées générales, des rassemblements, beaucoup de salariéEs sont venus, ont fait du bruit, et petit à petit on a été très contents de voir des salariéEs d'autres enseignes, et de syndicats CGT, venir à nos rassemblements, nous soutenir. Et on a compris que ce combat n'est pas que le nôtre,



c'est le combat de toutes et tous, on parle de plus de 800 plans sociaux dans toute la France, avec des sociétés qui ont touché des aides de l'État, des directions qui nous voient comme des chiffres, sans aucune reconnaissance pour le travail que l'on a apporté, pour ce que nous sommes.

**Tassadit :** On s'est posé entre nous, on a discuté, et on s'est dit qu'il n'y avait pas d'autre choix que le combat. Et on voit bien aussi qu'on n'est pas les seuls, quand on regarde vers l'extérieur, on voit bien que beaucoup d'autres entreprises sont concernées, et c'est de là qu'est né l'appel des TUI. Ces plans sociaux touchent tout le monde, et donc il va falloir qu'on soit solidaires et qu'on construise la même lutte, pas juste chacun contre nos patrons, mais tous ensemble, aussi contre le gouvernement. Car l'État est complice, parce qu'ils touchent des aides publiques tout en licenciant. Chez TUI il y a eu quatre fois le renouvellement du chômage partiel alors qu'il y a ce plan social et que l'entreprise était bénéficiaire avant la crise, avec 1,5 milliard d'euros de bénéfices.

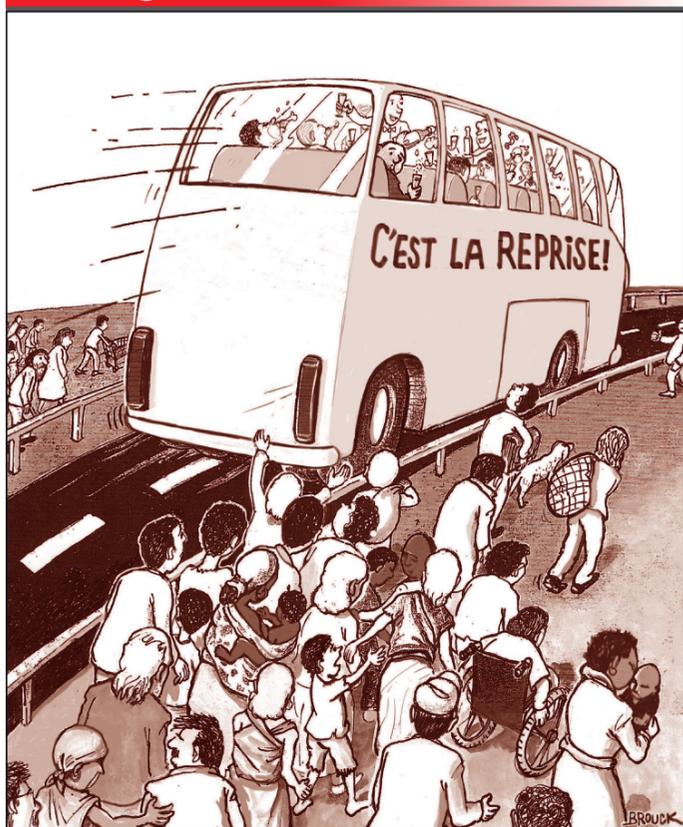
**Et tout ça a débouché sur une première manifestation nationale le 23 janvier à Paris.**

**Djaffar :** On en a parlé autour de nous, on a contacté la presse, on a contacté d'autres camarades, d'autres syndicats, en se disant qu'il fallait sortir de la logique de boutique syndicale pour relever la tête, ne pas subir. On nous dit que c'est comme ça, que c'est la crise, qu'il n'y a pas d'argent... Mais on sait très bien que c'est de la flûte, et ce ne sont pas que les aides de l'État, ce sont aussi les bénéfices

de ces entreprises, dans lesquels elles pourraient puiser. Donc on a commencé à contacter des syndicats qui étaient en lutte, comme nous, et on s'est dit qu'il fallait qu'on construise une grande manifestation commune, qui irait vers les lieux de pouvoir, pas juste une manifestation République-Nation où après on rentre chez soi. Covid oblige, on a été obligé de s'organiser par des réunions Zoom, le dimanche, on a beaucoup travaillé, on a appelé pas mal de boîtes en lutte, jusqu'à une centaine de personnes, avec des gens du privé mais aussi du public, où il y a aussi des emplois qui disparaissent. Et ça a été la manifestation du 23 janvier, qui a permis d'exprimer cette rage qu'on avait au ventre, et ça a été un petit succès, avec entre 4 000 et 5 000 personnes. On a un slogan qu'on ressort à chaque fois, c'est « On n'est pas des victimes ». On n'est pas à genoux, on ne pleure pas sur notre sort, on considère qu'il n'y a pas de fatalité, on doit mettre en place un rapport de forces. Alors on a en face de nous des gros groupes, qui ont des cabinets d'avocats avec eux, mais on ne renonce pas. On va continuer de se battre pour faire annuler ce plan social, et pour regrouper toutes celles et ceux qui se battent contre ces plans sociaux inhumains.

**Isalia :** Et la prochaine étape c'est le 19 juin, au Medef. Et c'est le combat de toutes et tous : aujourd'hui c'est nous, demain ce sera vous, donc il faut tous être là contre ces plans sociaux qui sont de l'abattage, on est traitéEs comme des animaux. Et pour nous le combat dure depuis plus d'un an, mais il ne fait que commencer.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ EN MÉDITERRANÉE.

La biodiversité méditerranéenne est en danger, constate une équipe de scientifiques coordonnée par la Tour du Valat, l'institut de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes. Dans un rapport publié lundi 7 juin, l'institut alerte sur l'« effondrement » de la biodiversité du bassin méditerranéen entre 1993 et 2016. Les populations de vertébrés ont en effet baissé de 20 % dans l'ensemble du bassin. Dans le détail, 28 % des écosystèmes d'eau douce sont menacés. Et le chiffre monte à 52 % pour les écosystèmes marins pélagiques et côtiers.

De plus, parmi plus de 7 000 espèces de plantes et animaux évaluées par la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), 20 % sont en voie d'extinction dans le bassin méditerranéen. C'est le cas par exemple du thon rouge (*Thunnus thynnus*), dont la population a baissé de 90 % depuis 1993. Malgré tout, le rapport indique que depuis l'imposition de quotas stricts de pêche, sa population recommence à augmenter peu à peu. Pour ces données, les chercheurs ont compilé les suivis d'abondance de plus de 80 000 populations animales, appartenant à 775 espèces de vertébrés (oiseaux, poissons, mammifères, amphibiens et reptiles). [...] Surpêche, prolifération de barrages sur les cours d'eau, prélèvement excessif des ressources en eau, intensification des pratiques agricoles... Sans surprise, c'est bien l'activité humaine qui est responsable du déclin de ces espèces. « La plupart d'entre elles subissent de plein fouet les effets de l'activité humaine et du changement climatique, dont l'ampleur devrait s'accroître au cours des prochaines décennies, souligne le chercheur. De plus, une proportion importante d'espèces sont endémiques du bassin méditerranéen et évoluent dans des aires de répartition restreintes, les rendant encore plus vulnérables. » [...]

Le changement climatique est également l'une des causes de perte de biodiversité. Avec l'assèchement de certaines rivières, les fluctuations des niveaux de l'eau et la hausse des températures, les écosystèmes d'eau douce ont chuté de 28 %. Et la situation ne semble pas aller en s'améliorant : reprenant les chiffres du Living Planet Index, la Tour du Valat indique que le stock de poissons d'eau douce migrateurs risque de chuter de 76 % dans moins de cinquante ans.

Margaux Otter, « La Méditerranée subit l'effondrement de sa biodiversité » Reporterre, 14 juin 2021.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
<b>Tarif standard</b>			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
<b>Tarif standard</b>		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
<b>Tarif jeunes/chômeurs/précaires</b>		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

www.npa2009.org